

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VEYLE



Commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de
Saint-Jean-sur-Veyle
Dossier projet – février 2021

1 – NOTICE D'INTERET GENERAL

Plan Local d'Urbanisme de Saint-Jean-sur-Veyle approuvé le 3 mars 2005

Modification n°1 approuvée le 4 avril 2008

Modification simplifiée n°1 approuvée le 14 janvier 2010

Modification n°2 approuvée le 3 juin 2010

Révision simplifiée approuvée le 3 juin 2010

Modification simplifiée n°2 approuvée le 13 janvier 2011

Mise à jour le 22 mai 2012

Mise en compatibilité en date du 23 juillet 2015

Mise à jour le 11 septembre 2017

Modification n°3 approuvée le 24 septembre 2018

Mise en compatibilité en date du 22 octobre 2019

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle

Prescription par arrêté du Président en date du 24 septembre 2020 et son modificatif du 21 janvier 2021

Délibération du Conseil Communautaire approuvant la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle :

Vu pour rester annexé à mon arrêté du 24/09/2020 et son modificatif du 21 janvier 2021

Le Président

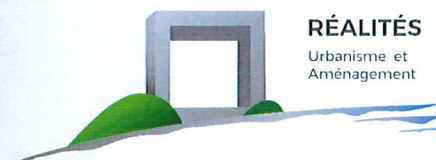
Réf : 47047

Christophe GREFFET



Bureau d'études REALITES

34 Rue Georges Plasse - 42300 Roanne Tél : 04 77 67 83 06
E-mail : urbanisme@realites-be.fr



SOMMAIRE

Sommaire	2
Préambule	3
Identification du porteur de projet	3
Présentation générale de la commune de Saint-Jean-sur-Veyle	4
Contexte intercommunal de la commune de Saint-Jean-sur-Veyle.....	6
Lancement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle	8
Le contexte général territorial	10
Un territoire intercommunal présentant un fort dynamisme socio-économique.....	10
L'activité de meunerie, une activité historique sur le bassin de la Veyle	11
La filière agricole biologique, un véritable enjeu territorial.....	13
Le projet d'extension du Moulin Marion	18
Le porteur de projet	18
Les objectifs et l'organisation du projet.....	21
L'analyse des incidences du projet.....	25
Les incidences socio-économiques	25
Les incidences sur les déplacements.....	26
Les incidences sur les risques et nuisances	27
Les incidences sur l'activité agricole	30
Les incidences sur l'environnement.....	32
Les incidences sur la gestion de l'eau	37
Les incidences sur la consommation foncière.....	39
Les incidences sur les monuments historiques.....	41
La nécessaire mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle	42
Le document d'urbanisme applicable	42
Les évolutions à apporter	44
Annexes	45
Annexe n°1 : Arrêté du Président prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU en date du 24 Septembre 2020	45
Annexe n°2 : Arrêté modificatif du Président prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU en date du 21 Janvier 2021	47

PREAMBULE

IDENTIFICATION DU PORTEUR DE PROJET

Données

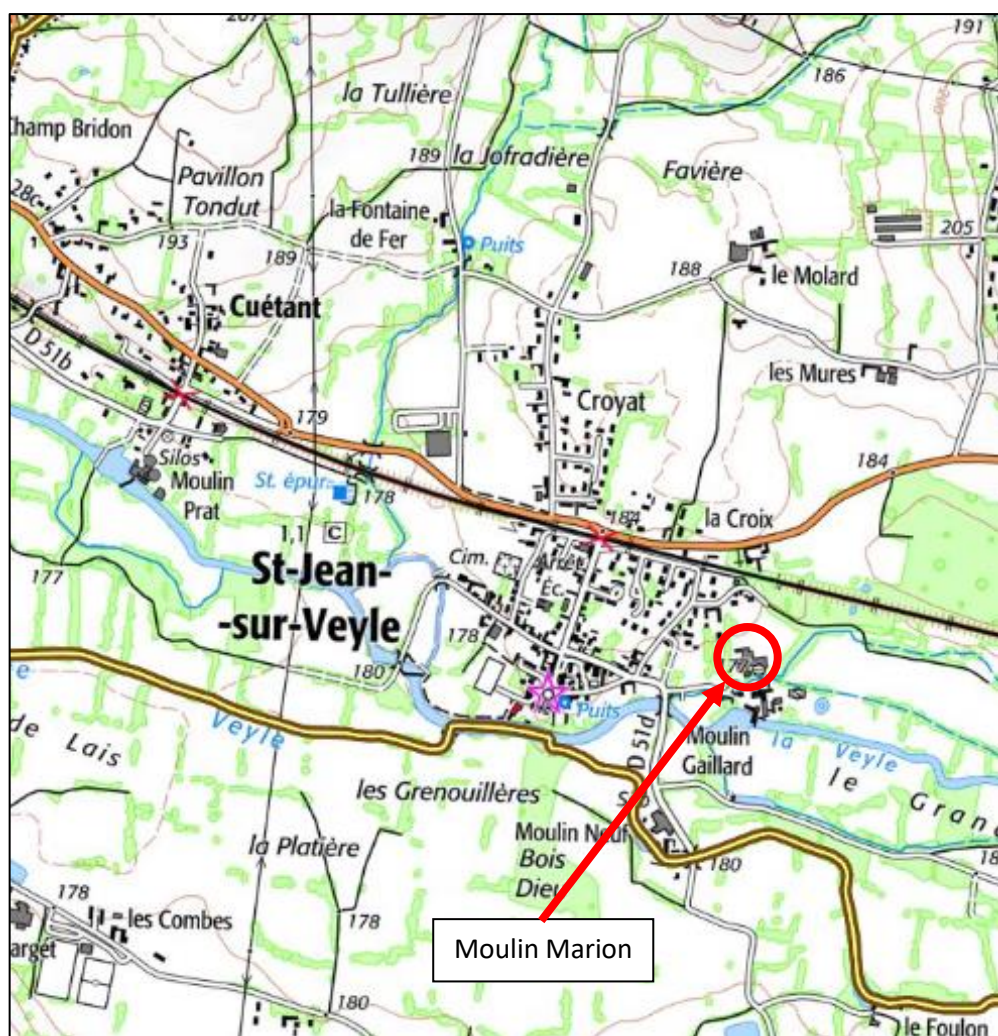
Entreprise : Moulin Marion

Activités : meunerie bio / nutrition animale bio / conseil en agrobiologie

Projet : extension des installations sur le site principal de l'entreprise afin d'accompagner le développement des activités et permettre un regroupement, sur un seul site, des constructions implantées à l'extérieur du territoire de l'intercommunalité.

Situation

Localisation : commune de Saint-Jean-sur-Veyle, à l'Est du bourg



Source : Géoportail

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

Données

Région : Auvergne Rhône-Alpes

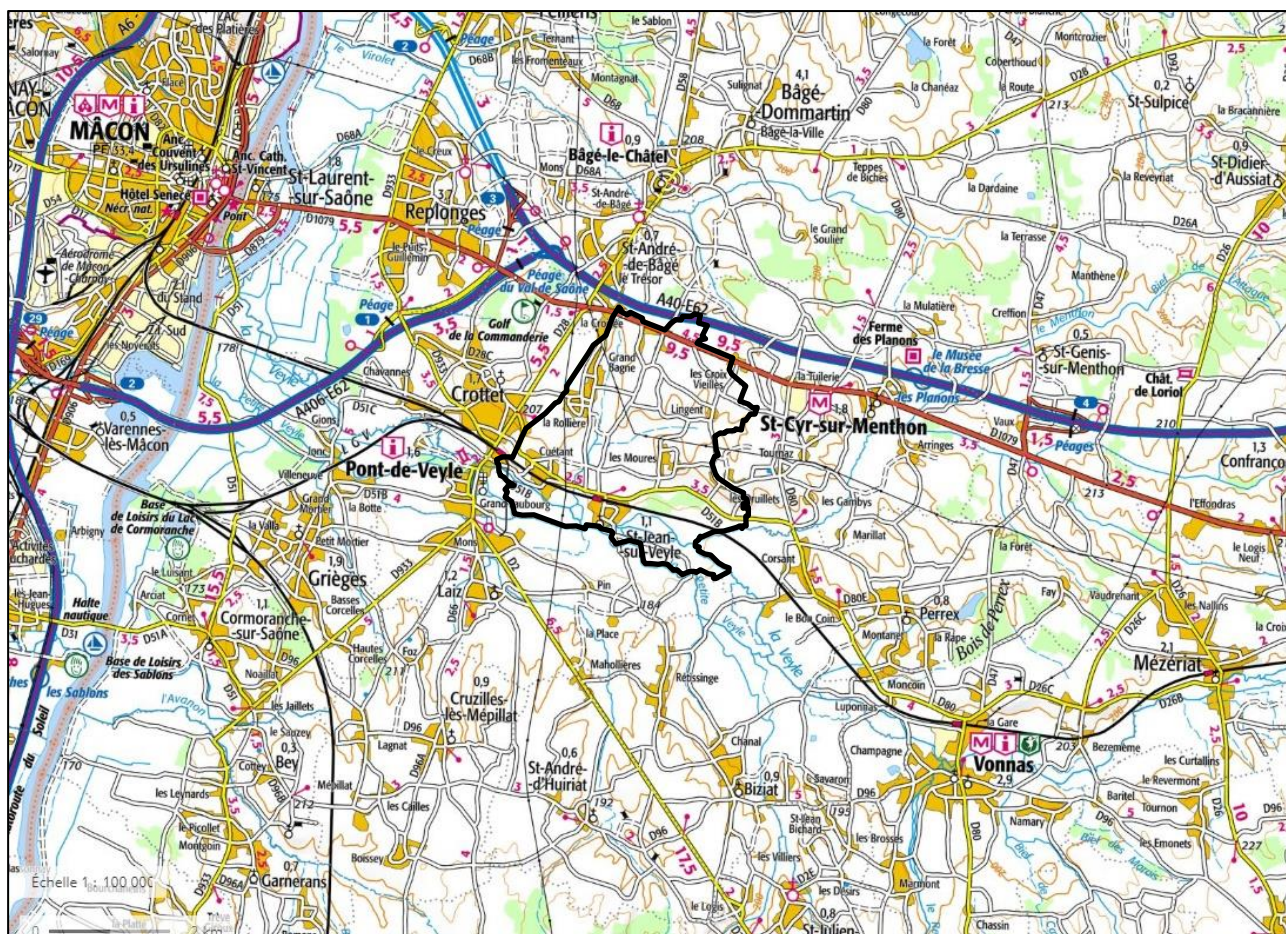
Département : Ain

Arrondissement : Bourg-en-Bresse

Superficie : 11,21 km² / 1 121 ha

Population : 1 149 habitants (RP2017)

Densité : 102,5 habitants / km²



Source : Géoportail

Situation

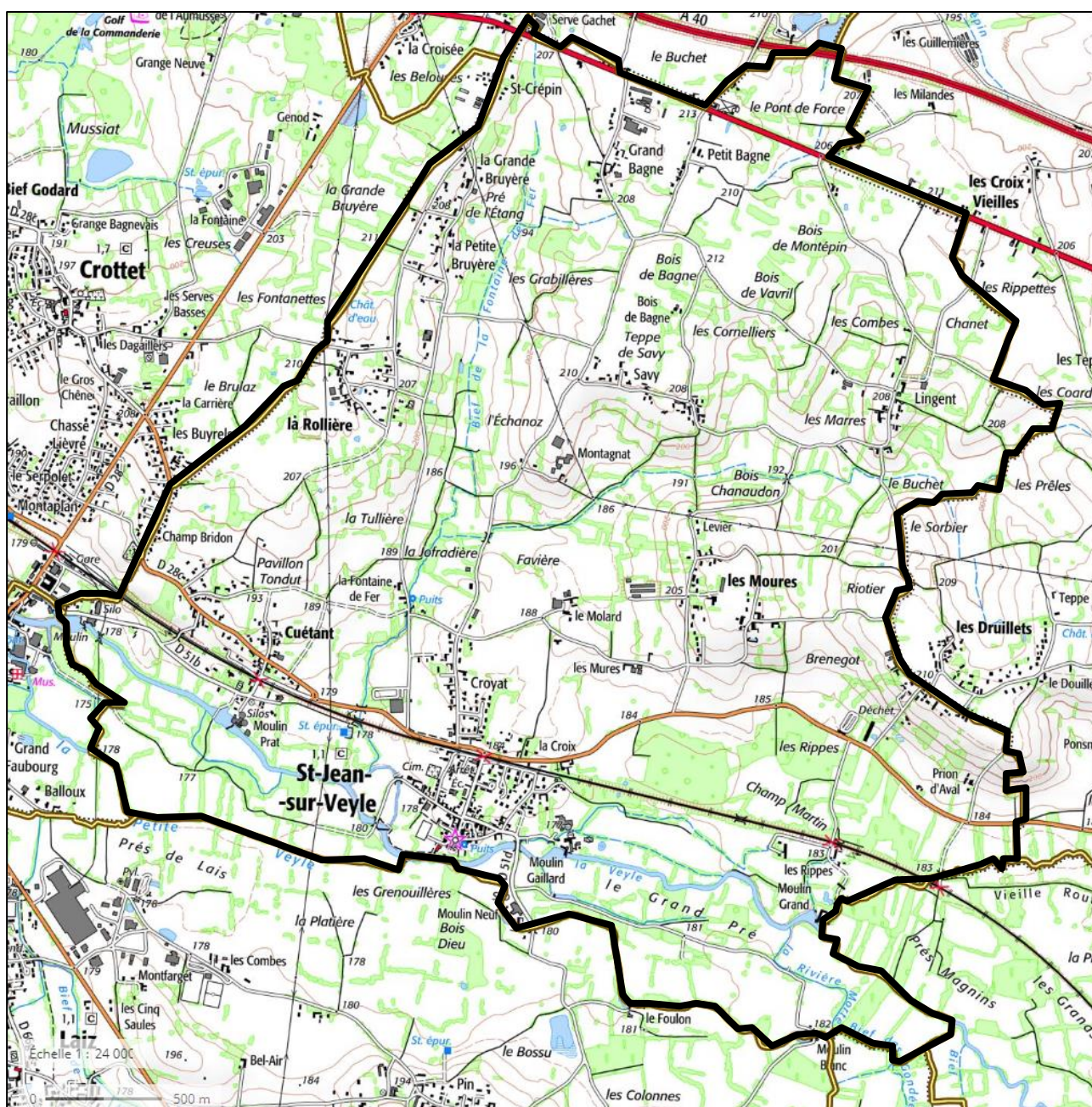
La commune de Saint-Jean-sur-Veyle se situe à l'Ouest du département de l'Ain, sur un secteur positionné à l'interface entre la Bresse et la Vallée de la Saône. Elle est membre de la Communauté de Communes de la Veyle.

Elle est implantée à 30 kilomètres à l'Ouest de Bourg-en-Bresse et à 10 kilomètres à l'Est de Macon. A une échelle locale, Saint-Jean-sur-Veyle est située à 9 kilomètres de Vonnas et à 3 kilomètres de Pont-de-Veyle.

Les communes limitrophes sont : Saint-André-de-Bâgé, Bâgé-Dommartin, Saint-Cyr-sur-Menthon, Perrex, Laiz, Biziât, Pont-de-Veyle et Crottet.

La commune est traversée d'Est en Ouest par la rivière la Veyle, soumettant une partie du territoire aux risques d'inondation.

- Le bourg situé au Sud de la commune,
- Un pôle secondaire : Cuétant, au Sud-Ouest de la commune,
- Plusieurs hameaux : la Rollière, les Moures, la Grande Bruyère, la Petite Bruyère, le Grand Bagne...

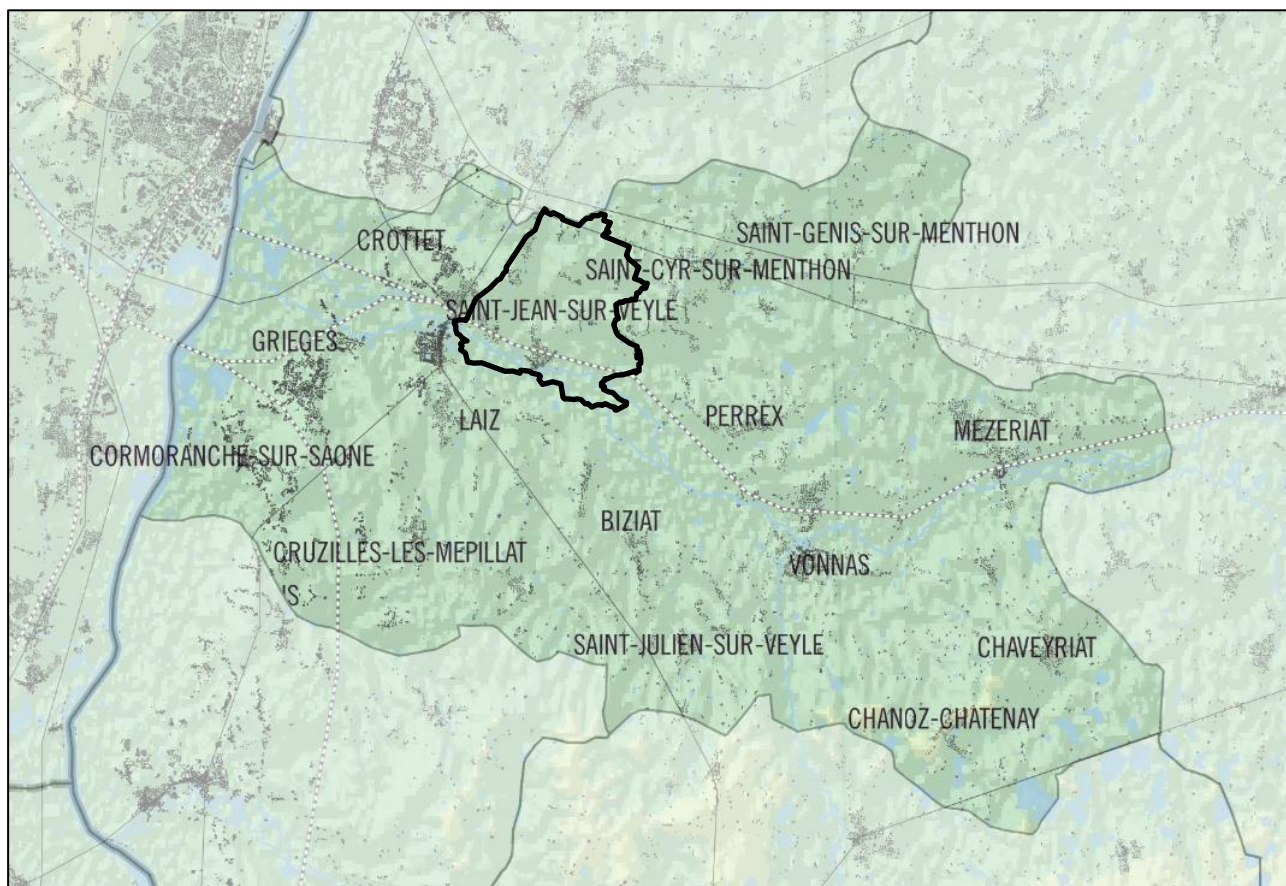


5

CONTEXTE INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

La Communauté de Communes de la Veyle

Saint-Jean-sur-Veyle est membre de la Communauté de Communes de la Veyle, EPCI qui regroupe 18 communes et plus de 22 271 habitants (INSEE-RP2017) : Bey, Biziat, Chanoz-Châtenay, Chaveyriat, Cormoranche-sur-Saône, Crottet, Cruzilles-lès-Mépillat, Grièges, Laiz, Mézériat, Perrex, Pont-de-Veyle, Saint-André-d'Huiariat, Saint-Cyr-sur-Menthon, Saint-Genis-sur-Menthon, Saint-Jean-sur-Veyle, Saint-Julien-sur-Veyle, Vonnas.



Source : <https://www.auvergnerrhonealpes-ee.fr/>

La Communauté de Communes de la Veyle a été créée le 1^{er} Janvier 2017. Elle résulte de la fusion des Communautés de Communes du Canton de Pont-de-Veyle et des Bords de Veyle.

La Communauté de Communes exerce les compétences suivantes :

I- COMPETENCES OBLIGATOIRES

- 1 - Aménagement de l'espace
 - 1 - 1 - Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.
 - Sont d'intérêt communautaire :
 - La participation à toute charte de développement et d'aménagement assortie d'un programme d'actions pluriannuel en liaison avec les procédures contractuelles établies par l'État, la Région ou le Département,
 - La réalisation d'études en matière d'aménagement de l'espace,
 - Les actions ponctuelles ou sectorielles suivantes : réaménagement des abords de la gare de Pont-de-Veyle à Crottet.
 - Les Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) d'intérêt communautaire.
 - 1 - 2 - Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), schémas de secteur.

- 1 - 3 - Plan local d'Urbanisme (PLU), document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.
- 2 - Développement économique :
 - 2 - 1 - Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du code général des collectivités territoriales.
 - 2 - 2 - Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires.
 - 2 - 3 - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire.
 - Est d'intérêt communautaire la gestion des commerces suivants :
 - le multi services à Biziat
 - la boulangerie à Grièges
 - 2 - 4 - Promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme.
- 3 - Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3 du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.
- 4 - Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.
- 5 - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement.
- 6 - Assainissement des eaux usées dans les conditions du L.2224-B du code général des collectivités territoriales (au 1er janvier 2020).
- 7 - Eau (au 1er janvier 2020).

II- COMPETENCES OPTIONNELLES

- 1 - Protection et mise en valeur de l'environnement. le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.
 - 1 - 1 - Soutien aux actions de sensibilisation au développement des énergies renouvelables.
 - 1 - 2 - Action en faveur des haies et bocages.
- 2 - Politique du logement et du cadre de vie
 - 2 - 1 - Programme Local de l'Habitat (PLH).
 - 2 - 2 - Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).
 - 2 - 3 - Réalisation d'études d'aménagement intégrant la qualité urbaine, architecturale et environnementale.
 - 2 - 4 - Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées.
 - Est d'intérêt communautaire la réalisation d'opérations d'aménagement favorisant la mixité sociale et l'accès des personnes défavorisées au logement.
- 3 – Construction, entretien et fonctionnement d'équipement culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.
 - Sont d'intérêt communautaire la création, l'entretien et la gestion des équipements sportifs suivants :
 - complexe sportif et culturel l'Escale de Saint-Jean-Sur- Veyle
 - gymnase de Mézériat
 - gymnase de Pont-de-Veyle
 - gymnase de Vonnas
 - skate parc de Crottet
 - tennis couvert de Crottet
 - terrains de football synthétique de Laiz
 - terrains de rugby de Laiz
- 4 - Action sociale d'intérêt communautaire
 - 4 - 1 -Soutien, dans le domaine social, aux actions mises en œuvre à l'échelle du territoire en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes en difficulté et de la petite enfance.
 - 4 - 2 - Gestion et animation d'un pôle petite enfance ; participation au fonctionnement de Relais d'Assistants Maternelles (RAM).
 - 4 - 3 - Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique (CLIC).
 - 4 - 4 - Participation à la construction d'une Maison d'Accueil Rurale pour Personnes Agées (MARPA).

- 4 - 5 - Actions en faveur de l'enfance et de l'adolescence mises en œuvre à l'échelle du territoire.
- 4 - 6 - Mise en œuvre des activités périscolaires sur les communes de Biziat, Chanoz-Chatenay, Chaveyriat, Mézériat, Saint-Julien-sur-Veyle et Vonnas.
- 4 - 7 - Mise en œuvre des activités extra scolaires.
- 4 - 8 - Participation à l'implantation et/ou au fonctionnement des projets d'HAbitat Intermédiaire Service Solidaire Regroupé (HAISSOR) sur le territoire.
- 4 - 9 - Prise en charge partielle ou totale d'intervenants extérieurs en milieu scolaire.
- 4 - 10 - Prise en charge des frais relatifs à l'utilisation de certains équipements par les élèves hors de l'enceinte scolaire.
- 4 - 11 - Soutien aux projets spécifiques relevant de la politique de l'enfance, de la jeunesse, de la petite enfance ou de l'action sociale.
- 4 - 12 - Prise en charge des frais de fonctionnement et de certains frais mineurs d'investissement du Réseau d'Aides Spécialisées pour les Elèves en Difficulté (RASED).
- 4 - 13 - Aides aux personnes âgées concernant le transport.
- 5 - Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

III- COMPETENCES FACULTATIVES

- 1 - Assainissement non collectif, contrôle des dispositifs, conseils pour la mise en œuvre, la réhabilitation, l'entretien des installations, service facultatif de vidanges. (jusqu'au 31 décembre 2019).
- 2 - Soutien aux actions culturelles et sportives mises en œuvre à l'échelle du territoire.
- 3 - Participation à l'aménagement du nouveau casernement de gendarmerie à Laiz.
- 4 - Missions complémentaires suivantes à la compétence GEMAPI :
 - eaux de ruissellement et érosion des sols pouvant impacter la ressource en eau et les milieux aquatiques en milieu non urbain,
 - mise en œuvre ou participation à des actions visant à améliorer la qualité de l'eau,
 - protection et conservation des eaux superficielles ainsi que la mise en place de l'exploitation de dispositifs de suivi de cette ressource en eau, des milieux aquatiques et des milieux annexes du bassin versant dans le cadre de programmes portés par la structure,
 - animation, sensibilisation et concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques,
 - exploitation, entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants.

LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

Conformément aux dispositions des articles L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme, le président de la Communauté de Communes de la Veyle a décidé de lancer une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, par arrêté du 24/09/2020 et son modificatif du 21 janvier 2021 (*arrêts joints en annexe*). La procédure vise à permettre la réalisation d'un projet d'extension de l'entreprise le Moulin Marion à Saint-Jean-sur-Veyle, spécialisée dans la production biologique de farines et d'aliments pour la nutrition animale.

La Communauté de Communes de la Veyle souhaite en effet valoriser et soutenir l'extension de cette activité économique implantée historiquement sur le territoire : activité pourvoyeuse d'emplois, participant activement au développement de la filière agricole biologique et mettant en valeur le patrimoine identitaire local lié à l'eau.

Le soutien de cette activité s'inscrit pleinement dans le projet de territoire mené par la Communauté de communes de la Veyle.

La Communauté de Communes de la Veyle conduit la procédure de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle.

Le contexte législatif de la déclaration de projet

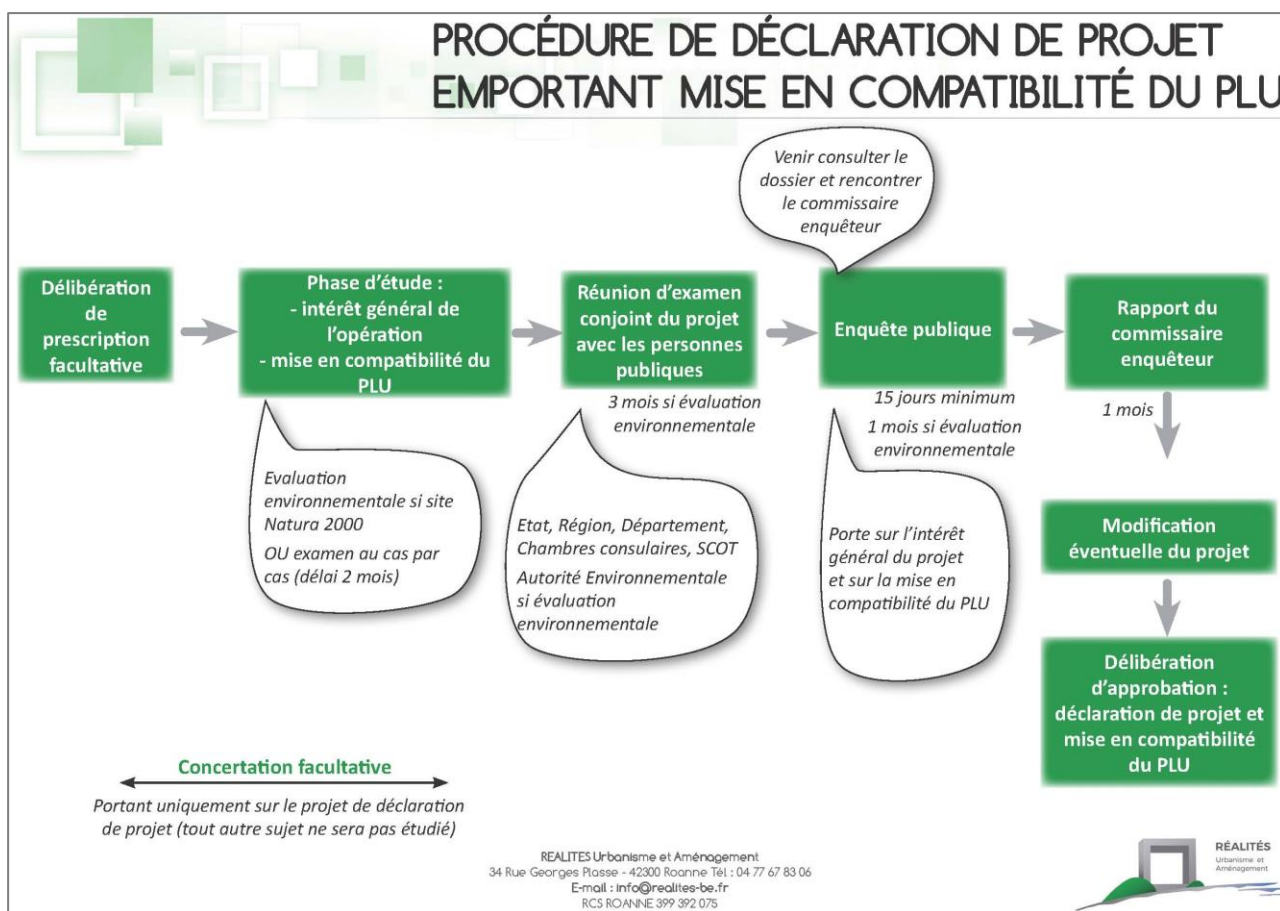
Article L.153-54 du code de l'urbanisme :

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L.300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »



La présente notice a pour objectif de justifier l'intérêt général de l'extension de l'entreprise le Moulin Marion sur la commune de Saint-Jean-sur-Veyre. En effet, ce projet présente un intérêt général pour le territoire et ses occupants, relatif à l'extension d'activités économiques, permettant de répondre à des enjeux économiques, environnementaux et sociaux.

LE CONTEXTE GENERAL TERRITORIAL

UN TERRITOIRE INTERCOMMUNAL PRESENTANT UN FORT DYNAMISME SOCIO-ECONOMIQUE

Une évolution démographique soutenue

La Communauté de Communes de la Veyle est un territoire attractif. Elle présente une dynamique démographique marquée, en particulier sur la période 1999-2012 où la variation annuelle moyenne de population est de l'ordre de +1,4%. Elle est de +0,8% sur la période 2012-2017 selon les derniers recensements INSEE.

	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population	12 517	13 555	15 315	16 990	17 882	20 033	21 369	22 271

Evolution démographique / Source : RP 2017 INSEE

Depuis une quinzaine d'années, l'intercommunalité a ainsi connu une progression démographique importante : 17 882 habitants en 1999, 22 271 habitants en 2017, soit une progression d'environ 24,5 %. A l'échelle départementale, la progression démographique poursuit une tendance similaire. La variation annuelle moyenne de population est de l'ordre de +1,4% sur la période 1999-2012, +1,0% sur 2012-2017.

Des actifs bien plus nombreux que le nombre d'emplois, obligeant à une mobilité professionnelle importante

D'une manière générale, le nombre d'actifs (10 827 en 2017, dont 10 028 ayant un emploi) apparaît bien supérieur à celui des emplois proposés (5 740 en 2017). A cette date, la population active représente 78,5 % de la population en âge de travailler de la Communauté de Communes de la Veyle. Elle est de 77,9 % sur le département. En 2017, sur l'intercommunalité, le pourcentage de chômeurs est plus limité que sur le département. Il est de 6,7% contre 8,1%.

En 2017, 17,4 % des actifs ayant un emploi de la Communauté de Communes de la Veyle travaillent dans leur commune de résidence, ils étaient encore 20,1% en 2007. Les actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence se rendent aussi bien dans l'Ain qu'en dehors de la région Auvergne-Rhône-Alpes. La proximité de la Saône-et-Loire et de l'agglomération de Mâcon, ainsi que celle de Bourg-en-Bresse expliquent ce phénomène. L'attractivité de l'agglomération lyonnaise et des autres départements rhônalpins participe à ce phénomène, mais est plus limitée.

De nombreux employés, ouvriers et professions intermédiaires

La répartition de la population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle met en avant une nette prédominance des professions intermédiaires, employés et ouvriers. La part des employés et des ouvriers apparaît globalement plus marquée sur l'intercommunalité que sur le département. Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont moins représentés localement que sur le département. Les agriculteurs exploitants sont les moins représentés parmi les différentes catégories socio-professionnelles. Les retraités constituent une part importante de la population du territoire.

	CC de la Veyle	Ain
Agriculteurs exploitants	1,2 %	0,7 %
Artisans, commerçants, chef d'entreprises	3,8 %	3,9 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,4 %	8,8 %
Professions intermédiaires	15,7 %	16,1 %
Employés	17,7 %	16,5 %
Ouvriers	18,0 %	15,3 %
Retraités	27,3 %	25,1 %
Sans activité professionnelle	10,9 %	13,6 %

Répartition de la population de 15 ans ou plus par catégories socioprofessionnelles / Source : RP2017 INSEE

Un tissu industriel pourvoyeur d'emplois

Le panorama économique local est composé en majorité de très petits établissements (75% de moins de 10 salariés). Toutefois l'intercommunalité compte des entreprises structurantes qui emploient un nombre important de personnes (16 établissements emploient plus de 50 salariés). L'industrie offrent plus de 35% des postes salariés, alors qu'elle ne représente que 6,8% des établissements actifs.

	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés et plus	Ensemble
Agriculture sylviculture et pêche	43	11	25	0	0	79
Industrie	112	148	203	416	611	1 490
Construction	199	119	94	96	0	508
Commerces, transports, services divers	452	184	270	136	303	1 345
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	221	93	116	118	193	741
Ensemble	1 027	555	708	766	1 107	4 163

Postes salariés par secteur d'activités / Source : RP2015 INSEE

Bien que de nombreuses créations d'entreprises soient observées sur le territoire de la Communauté de Communes de la Veyle, il apparait dans le même temps de nombreuses fermetures. Le parc d'entreprises connaît des difficultés de renouvellement, impliquant à terme des actions de pérennisation des implantations telles que le déploiement du réseau numérique, la valorisation des zones d'activités... **La pérennisation et le développement d'entreprises locales, telles que le Moulin Marion, ne peuvent être ainsi que bénéfiques.**

L'ACTIVITE DE MEUNERIE, UNE ACTIVITE HISTORIQUE SUR LE BASSIN DE LA VEYLE

Les moulins de l'Ain

(source : <https://patrimoine-des-pays-de-l-ain.fr/> / <https://www.moulinsdefrance.org>)

Les moulins jalonnent les rivières de l'Ain depuis le moyen-âge, avec une production diversifiée (farine, huile, papier). Ils présentent plusieurs systèmes de fonctionnement : roue verticale, roue horizontale, roues à palettes, roue à augets, turbines.

Le premier recensement des moulins à farine sur le département date de 1808. Il dénombre 1038 moulins à farine, soit un moulin pour 300 habitants, moyenne conforme à la moyenne nationale. A la fin des années 1870, on ne dénombrait plus que 771 moulins en activité dont 44 moulins sur la Reyssouze, 38 sur la Veyle et 20 sur la Chalaronne.

Les progrès techniques et la baisse de consommation quotidienne de pain, ont conduit à la disparition de la meunerie traditionnelle. En 1906, l'Ain compte 400 meuniers de farine panifiable ; en 2001, il n'en demeurait plus que 8.

La plus importante de ces minoteries, le moulin de Prat ou moulin Humbert, à Saint-Jean-sur-Veyle, a fermé ses portes en 2010. **A l'heure actuelle, les moulins en activité sont le moulin Marion à Saint-Jean-sur-Veyle, les Grands Moulins de Maillat, la minoterie Malissard à Montluel et le moulin Cassal à La Boisse.** Les 3 premiers sont des entreprises familiales, le dernier fait partie du groupe « Nicot Meunerie » à Chagny depuis 2010.

Aujourd'hui, près de 700 bâtiments en plus ou moins bon état de conservation subsistent. La plupart ont été restaurés à des fins d'habitation.

Les moulins de la Veyle

(source : <http://www.veyle-tourisme.fr> / <https://www.veyle-vivante.com> / <http://mairie-saintjeansurveyle.com>)

La présence d'un réseau hydrographique dense explique l'installation de nombreux moulins dès le Moyen-âge sur le secteur de la Veyle. Aujourd'hui encore, certains d'entre eux subsistent. La plupart sont sans activité mais conservent leur bâtisse.



BUELLAS - Moulin de Loyasse / SAINT-JEAN-SUR-VEYLE - Moulin Grand



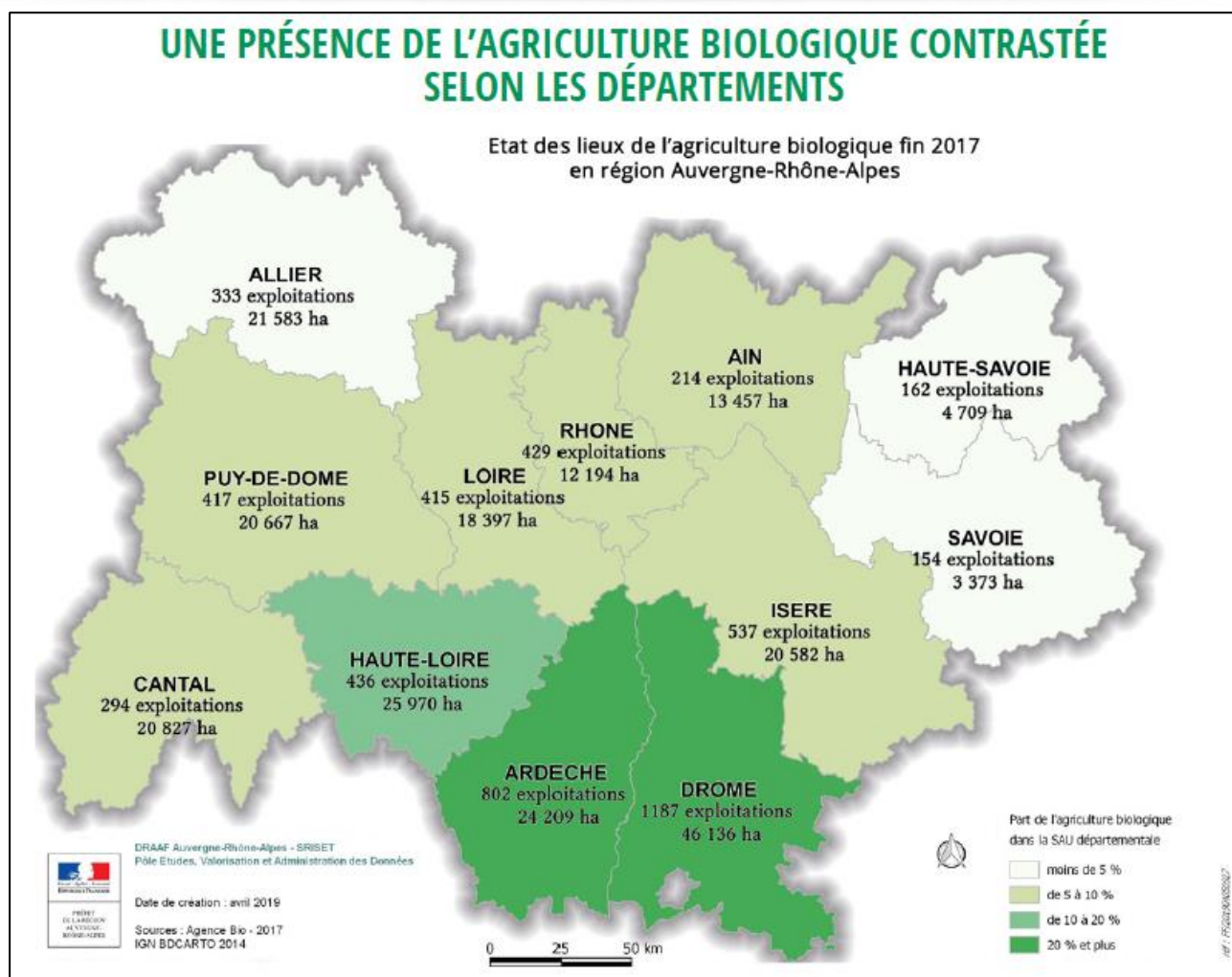
BUELLAS / SAINT-DENIS-LES-BOURG - Moulin de Chamambard / BIZIAT / LAIZ - Moulin Blanc

Le Moulin Marion est quant à lui le seul encore en activité sur la commune de Saint-Jean-sur-Veyle ; le Moulin Grand, le Moulin de Chatan et le Moulin Neuf n'étant plus exploités.



SAINT-JEAN-SUR-VEYLE - Moulin Marion

Certains moulins organisent ponctuellement des visites à destination du grand public, notamment dans le cadre des Journées du Patrimoine de Pays et des Moulins.



Source : [www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr / chiffres clés 2018 Agence bio – OC](http://www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/chiffres-clés-2018-Agence-bio-OC)

L'agriculture biologique est productrice d'emplois. La main d'œuvre permanente par ferme est plus élevée en bio : 1,5 UTA (unité de travail annuel) par exploitation bio en ex-Auvergne (1,3 en conventionnel) et 2,3 UTA par exploitation bio en ex-Rhône-Alpes (1,4 en conventionnel). L'application du cahier des charges de l'agriculture biologique implique l'absence de recours aux herbicides et donc l'augmentation du temps de travail pour une production donnée et un surcroît de main d'œuvre. Les productions fruitières, le maraîchage ou les élevages avec transformation de produits à la ferme qui nécessitent une main d'œuvre importante sont aussi plus fortement représentés en bio. 10 % des actifs permanents travaillent en exploitation bio, soit 11 190 actifs permanents fin 2017.

La région Auvergne-Rhône-Alpes est une terre d'innovation bio. Elle compte en 2018 un nombre important d'entreprises agroalimentaires de transformation : 1 953 transformateurs bio et 252 nouveaux transformateurs engagés. Ceci en lien avec une part en progression des produits bio au sein des achats des ménages, ces derniers étant de plus en plus demandeur des produits d'origine végétale.

Les grandes cultures et leur transformation

(source : [www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr / chiffres clés 2018 Agence bio – OC](http://www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/chiffres-clés-2018-Agence-bio-OC))

Les grandes cultures en bio qui regroupent céréales, oléo-protéagineux et légumes secs, sont en progression. Elles concernent 2 236 exploitations agricoles (3^{ème} région française) et 35 620 ha (6^{ème} région française), représentant 6 % des surfaces de grandes cultures en France. 2 607 ha sont recensés sur le département de l'Ain.

Au niveau régional, la demande en alimentation bio demeure insatisfaite, tant en alimentation humaine qu'animale. Au niveau national, 50% des volumes des céréales et oléoprotéagineux bio et en conversion de la récolte 2017/2018 sont

destinés à la fabrication d'aliments pour le bétail. L'alimentation humaine (meunerie principalement) ne capte que 34% des volumes récoltés.

Les systèmes de polyculture-élevage sont majoritaires parmi les exploitations qui cultivent des grandes cultures bio, parmi lesquels 52% élèvent des ruminants. Il n'est pas rare que les éleveurs produisent aussi des cultures pour la vente, en plus de celles destinées à alimenter leurs troupeaux. La dynamique de développement de l'agriculture biologique est bien présente, de la production agricole jusqu'à l'aval des filières. Les grandes cultures représentent une grande diversité de productions et de filières, dont certaines sont émergentes.

De plus, la région compte des collecteurs-transformateurs historiquement engagés en agriculture bio, qui ont diversifié et consolidé leurs activités. D'autres opérateurs ont développé de nouvelles collectes et de nouvelles gammes bio ces dernières années. Ainsi, les outils dédiés à la transformation et à la commercialisation des grandes cultures bio sont dynamiques et diversifiés.

La filière est bien structurée de la collecte à la 1^{ère} et 2^{nde} transformation, avec 11 meuneries, 36 entreprises de 2^{nde} transformation (biscuits, pâtes, céréales petit-déjeuner) et une malterie artisanale, pour 65 brasseries certifiées bio. Le secteur de la boulangerie est très présent avec environ 300 opérateurs : des terminaux de cuissons, des boulangeries spécialisées bio et des boulangeries mixtes.

La représentativité de la filière agricole biologique sur le territoire de la Communauté de Communes de la Veyle, est conforme à la moyenne départementale. **8 exploitations biologiques y sont recensées**, représentant 5,6 % du total des exploitations du territoire intercommunal. Elles sont surtout implantées sur le secteur de la Bresse (partie Est du territoire, regroupant 10 communes, mais dont Saint-Jean-sur-Veyle ne fait pas partie, étant rattachée à l'entité Val de Saône). Les surfaces travaillées dans le cadre de l'agriculture biologique s'étendent sur environ 510 ha, soit **3,3% de la surface agricole utile (SAU) du territoire intercommunal**.

Les principaux acteurs de la filière agricole biologique

La fédération national d'agriculture biologique

Créé en 1978 afin de porter la voix des producteurs biologiques, la FNAB est à ce jour le seul réseau professionnel agricole spécialisé en agriculture biologique en France. En tant que réseau de proximité et de compétences, elle se compose d'une fédération nationale, et de groupements régionaux et départementaux répartis sur le territoire.

L'agence Bio

L'AGENCE française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique, est la plateforme nationale d'information et d'actions qui s'inscrit dans une dynamique de développement, de promotion et de structuration de l'agriculture biologique française. Elle a pour missions et activités :

- Communiquer et informer le grand public et les professionnels sur l'agriculture biologique et ses produits, son impact environnemental, social et territorial,
- Développer et approfondir l'observatoire national de l'agriculture biologique,
- Faciliter la concertation entre partenaires et contribuer à la structuration des filières grâce au fonds, au développement des marchés et des dynamiques inter-professionnelles,
- Gérer les notifications des producteurs et autres opérateurs certifiés,
- Gérer la marque AB à des fins de communication.

La FRAB AuRA (Fédération régionale de l'agriculture biologique d'Auvergne-Rhône-Alpes)

Association loi 1901 créée en 2016 suite à la fusion des deux anciennes associations régionales Corabio et le GRAB Auvergne, elle représente les intérêts collectifs des agriculteurs biologiques auvergnats et rhônalpins auprès des organisations régionales et des collectivités. Elle favorise toute action en faveur du développement de l'agriculture biologique en Auvergne-Rhône-Alpes.

La FRAB AuRA fédère et travaille en lien permanent avec les associations départementales et interdépartementales de développement et de promotion de l'agriculture biologique (les groupements d'agriculteurs bio : GAB) qui sont les

interlocuteurs privilégiés des agriculteurs et acteurs du développement agricole dans les départements (ARDAB, ADABio, Agribiodrôme, Agri Bio Ardèche, Bio 63, Bio 15, Haute-Loire Biologique et Allier Bio).

La FRAB AuRA adhère à la FNAB, la Fédération nationale de l'agriculture biologique, qui défend les intérêts des producteurs bio au niveau national.

L'association pour le développement de l'agriculture biologique

L'ADABio est l'association pour le développement de l'agriculture biologique en Savoie, Haute-Savoie, Isère et dans l'Ain. Elle a été créée en 1984 par des agriculteurs biologiques pour promouvoir une agriculture respectueuse des personnes et de leur environnement. Elle est aujourd'hui forte de plus de 400 adhérents dans tous les domaines de production. Conçue comme un réel outil de développement répondant aux problèmes propres à l'agriculture biologique, elle accompagne les producteurs (en conversion ou en installation en bio), les professionnels de développement de la bio et les collectivités à mettre en œuvre leur projet autour de l'agriculture biologique.

La promotion de l'agriculture biologique assurée par cette association repose sur :

- Création et diffusion des « Guides des bonnes adresses bio »,
- Sensibilisation des élus, des partenaires institutionnels lors de conférences, de projections/débats...,
- Réalisation des Foires Bio dans l'Ain et en Savoie, participation à des manifestations,
- Organisation de conférences sur l'agriculture biologique,
- Organisation d'événements dans le cadre de la campagne "Manger Bio et Local c'est l'Idéal", chaque septembre,
- Participation à la Fête du lait bio chaque premier dimanche de juin.

Le cluster bio

Pour valoriser ce secteur, la région Auvergne-Rhône-Alpes a initié un cluster en 2006, animé par des entreprises et des experts, résolument tourné vers les marchés. La mission de Cluster Bio (association loi 1901) est triple :

- Favoriser l'émergence d'initiatives ou d'innovations,
- Apporter des ressources et une assistance permanente aux entreprises adhérentes,
- Rassembler, pour promouvoir le bio d'Auvergne-Rhône-Alpes en France et à l'international.

Le SRADDET

(Source : <https://www.auvergnerhonealpes.fr>)

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté le 20 Décembre 2019. Le SRADDET est un schéma stratégique et transversal qui recouvre non seulement les questions d'aménagement du territoire mais aussi de mobilité, d'infrastructures de transports, d'environnement, de gestion de l'espace, d'habitat ou encore de gestion des déchets...

Le SRADDET recouvre 11 thématiques obligatoires :

- Équilibre et égalité des territoires
- Désenclavement des territoires ruraux
- Habitat
- Gestion économe de l'espace
- Intermodalité et développement des transports
- Implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional
- Maîtrise de l'énergie et développement des énergies renouvelables et de récupération
- Lutte contre le changement climatique
- Pollution de l'air
- Protection et restauration de la biodiversité
- Prévention et gestion des déchets

À l'initiative de la Région, deux autres thématiques ont été ajoutées en complément : le foncier agricole et les infrastructures numériques.

Le SRADDET fixe notamment plusieurs objectifs en matière d'agriculture :

- Développer une filière agro-alimentaire de qualité,

- Encourager le développement de l'agriculture urbaine, en couplant ces initiatives avec des approches socio-culturelles et éducatives,
- Favoriser le développement de l'agriculture périurbaine et urbaine (jardins partagés, etc.).

« Le SRADDET souhaite également protéger la ruralité, en particulier son économie, en stimulant la dynamique d'installation agricole. En parallèle, il souhaite assurer la sécurité alimentaire des habitants, et protéger le capital productif qui est parfois confisqué au profit d'investisseurs étrangers.

Première région pour les circuits courts, Auvergne-Rhône-Alpes a déjà entamé la transition vers des modes de consommation territorialisés et locaux. L'offre de produits du terroir est particulièrement riche et diversifiée, et reconnue par de nombreux signes officiels de qualité (AOP, AOC, IGP, Label Rouge et Bio). Il est néanmoins nécessaire de poursuivre l'accompagnement des territoires vers une autosuffisance alimentaire de qualité et de proximité pour tous.

Il s'agit, pour un territoire, de sa capacité à répondre aux besoins alimentaires de sa population par ses propres ressources et sa propre production. Bien plus ambitieuse qu'un simple soutien aux circuits courts et à l'agriculture locale, ce choix suppose un engagement important de l'ensemble des acteurs du territoire, des producteurs aux consommateurs. »

La politique intercommunale en faveur d'un projet de territoire raisonné et d'une alimentation de qualité

La Communauté de Communes de la Veyle s'est engagée dans la réflexion sur un projet de territoire à l'horizon 2030, à travers l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) depuis septembre 2018, d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) depuis janvier 2019 et d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) en commun avec la Communauté de communes Bresse et Saône depuis septembre 2018.

Ces démarches visent à structurer le développement futur du territoire et favoriser la transition énergétique. Le soutien apporté par la Communauté au projet d'extension du Moulin Marion est très lié au projet de territoire. En effet, la collectivité s'attache à soutenir ses entreprises locales à travers des réflexions particulières dans ses documents de planification en cours d'élaboration. De plus, le PCAET de la Veyle dispose d'une action spécifique à l'alimentation : la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Ce PAT, encouragé par la loi EGALIM (50% de produits de qualité, dont 20% de bio, obligatoire au 01/01/2022) vise à :

- Identifier les filières existantes et faire un état des lieux de l'approvisionnement bio et local
- Accompagner les projets circuits courts
- Connaître la demande et les attentes des consommateurs
- Organiser la distribution, notamment pour les cantines/cuisines centrales et les services jeunesse/petite enfance

Par ailleurs, la Communauté de Communes de la Veyle est adhérente de l'association Un Plus Bio. C'est une association qui, depuis près de vingt ans, interroge l'évolution des approches et des métiers de la restauration collective, avec pour finalité de changer l'alimentation pour aller vers plus de bio et de local.

De plus, la Communauté de Communes s'est engagée dans la réalisation de l'action « Mobiliser les acteurs économiques du territoire autour de la transition énergétique (industries, commerçants, tertiaire... » via son PCAET. Cette action a pour objectif de travailler avec les entreprises locales sur la transition énergétique et écologique :

- Mettre en place et animer des petits déjeuners Energie au sein des zones d'activités économiques
- Promouvoir et développer les pré-diagnostic énergétique menés par la CCI
- Mettre en place une charte d'engagement avec les entreprises en faveur de la transition énergétique (maîtrise des consommations énergétique, développement des énergies renouvelables, mobilité, économie circulaire...)
- Expérimenter des actions collectives pour des zones d'activités économiques pilotes

Ainsi, soutenir le développement d'une entreprise telle que le Moulin Marion, elle même engagée dans le développement durable, est en accord total avec les ambitions de la Communauté de Communes de la Veyle.

LE PROJET D'EXTENSION DU MOULIN MARION

LE PORTEUR DE PROJET

Historique et engagements de l'entreprise

L'entreprise le Moulin Marion est implantée historiquement sur son site actuel de Saint-Jean-sur-Veyle depuis le XVI^{ème} siècle. En 1917, Célestin Marion, Maître Meunier depuis 1897, reprend à son nom l'entreprise de meunerie.



En 1984, Maria et Michel Pelletier, arrière-petit-fils de Célestin positionnent l'entreprise en production biologique. Maria Pelletier inscrit l'entreprise dans une démarche progressiste et durable, se traduisant notamment par un engagement dans différentes instances professionnelles :

- Membre de la Commission Nationale de l'Agriculture Biologique (CNAB)
- Expert au Grenelle de l'environnement (Agriculture et Alimentation)
- Membre du Comité National de l'Agriculture Biologique (CNAB) à l'INAO
- Membre du comité consultatif d'ECOCERT
- Membre du conseil d'administration du Synabio
- Présidente de l'ONG Générations Futures (ex MDRGF)
- Membre fondateur et membre du conseil d'administration de Réseau Environnement Santé (RES)

La pérennité de l'activité est également assurée par l'arrivée de Julien-Boris Pelletier, fils de Maria et Michel Pelletier, au sein de l'entreprise il y a 7 ans. Il assurera la reprise du Moulin Marion et donc la continuité de l'activité existante.

L'ensemble du développement des activités de l'entreprise s'inscrit dans une logique de développement durable, de respect de l'environnement et d'une alimentation saine et nutritive. Cela se traduit par la création de références certifiées AB et par la mise en place de méthodes répondant aux exigences de l'agrobiologie :

- Meunerie et usine d'alimentation animale sans rejets polluants :
 - o Aucun produit chimique de synthèse
 - o Méthodes naturelles de conservation par réfrigération, procédés mécaniques physiques, utilisation de produits naturels biodégradables...
 - o Filtration et récupération des poussières centralisées
 - o Compostage et tri sélectif
- Bâtiments écologiques :
 - o Chauffage par géothermie
 - o Centrale hydroélectrique
 - o Isolation thermique chanvre et chaux
 - o Générateur de vapeur alimenté par granulés bois et sous-produits de la meunerie
 - o Isolation phonique
 - o Panneaux photovoltaïques
- Logique globale / Labels et contrôles :
 - o Logique d'amélioration constante
 - o Démarche qualité HACCP depuis 1997
 - o Certification IFS (International Food Standard) depuis 2005
 - o Questions environnementales intégrées au management et mesure des résultats
 - o Entreprise pilote : manuel IFS food environnemental

- Label RSE BioEntrepriseDurable et BioPartenaire (commerce équitable)
- Démarche bio entreprise durable du Synabio depuis 2009
- Analyse permanente des matières premières et produits finis (recherche de contaminants, mycotoxines, salmonelles, valeurs nutritionnelles...)
- Des prix et des récompenses
 - 1^{er} prix AQSE (Ain Qualité Sécurité Environnement)
 - Prix qualité Rhône Alpes
 - Trophée du développement durable Carrefour (2011)

Activités

La vocation de l'entreprise le Moulin Marion est de proposer des productions de qualité en partenariat étroit avec le monde agricole, dans une logique de respect de l'environnement et de proximité géographique par la maîtrise de 3 métiers complémentaires :

- Meunerie bio :
 - Production de farines panifiables de qualité, biologiques et non traitées pour la boulangerie, la biscuiterie et toutes les filières de l'agroalimentaire et la distribution. L'entreprise pratique trois modes de mouture : cylindres, attrition et la principale à la meule de pierre.
 - Adoption de la démarche HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point = Analyse des dangers - points critiques pour leur maîtrise), un système de prévention et de maîtrise des risques visant à garantir la sécurité et l'hygiène des produits.
 - Certification IFS (International Features Standards), référence qualitative globale en terme de qualité, de sécurité alimentaire, d'environnement et de conditions de travail.
 - Le Moulin Marion a été entièrement reconçue en 2008, la production est gérée de manière centralisée, les instruments de mesures assurant la régularité des produits. Les programmes de productions sont adaptés aux conditions dans lesquelles les clients utilisent les farines.
 - Les produits - une très large gamme de farines biologiques panifiables en divers conditionnement (1kg, 5 kg, 25 kg, Big Bag, vrac) dont :
 - Farine de blé : T55, T65, meule T80, Meulblé bio bise, Meulblé bio T110, T150, intégrale bio
 - Farine de seigle : T130, T170, intégrale
 - Farine de Grand Epeautre : bise, complète
 - Farine de petit épeautre
 - Farine de Korasan (kamut)
 - Farine de sarrasin
 - Farine de maïs
 - Farine de Gaudes (maïs toasté)
 - Meule céréales bio
 - Farine de châtaigne
 - Farine de riz
 - Bio graine
 - Céréales décortiquées





- Nutrition animale bio :
 - La nutrition animale :

Une nutrition animale biologique proposant des recettes dans le respect absolu du cahier des charges de l'alimentation animale biologique.

Une collecte des céréales biologiques auprès de partenaires agriculteurs certifiés en agrobiologie.

Une gamme complète d'aliments confectionnés spécifiquement pour tous les animaux d'élevage : vaches laitières, bovins, ovins, caprins, porcins, volailles, lapins, chevaux, escargots.
 - L'accompagnement des éleveurs :

Une adaptation des recommandations à chaque cas particulier, en relation étroite avec des vétérinaires et des laboratoires spécialisés.
 - Les produits de soins et d'hygiène :

Une gamme de compléments alimentaires et minéraux compatibles avec le cahier des charges Bio, destinés à améliorer le confort nutritionnel des cheptels et accroître les performances. Ces compléments basés sur des principes actifs naturels permettent de travailler la prévention en évitant le recours à l'allopathie.
- Conseil en agrobiologie :
 - L'accompagnement des agriculteurs :

Conseil et suivi des cultures, fourniture des semences et intrants.
 - Des semences et intrants :

Une gamme de semences fourragères et « grandes cultures » ainsi que des intrants compatibles avec le cahier des charges agro-bio.

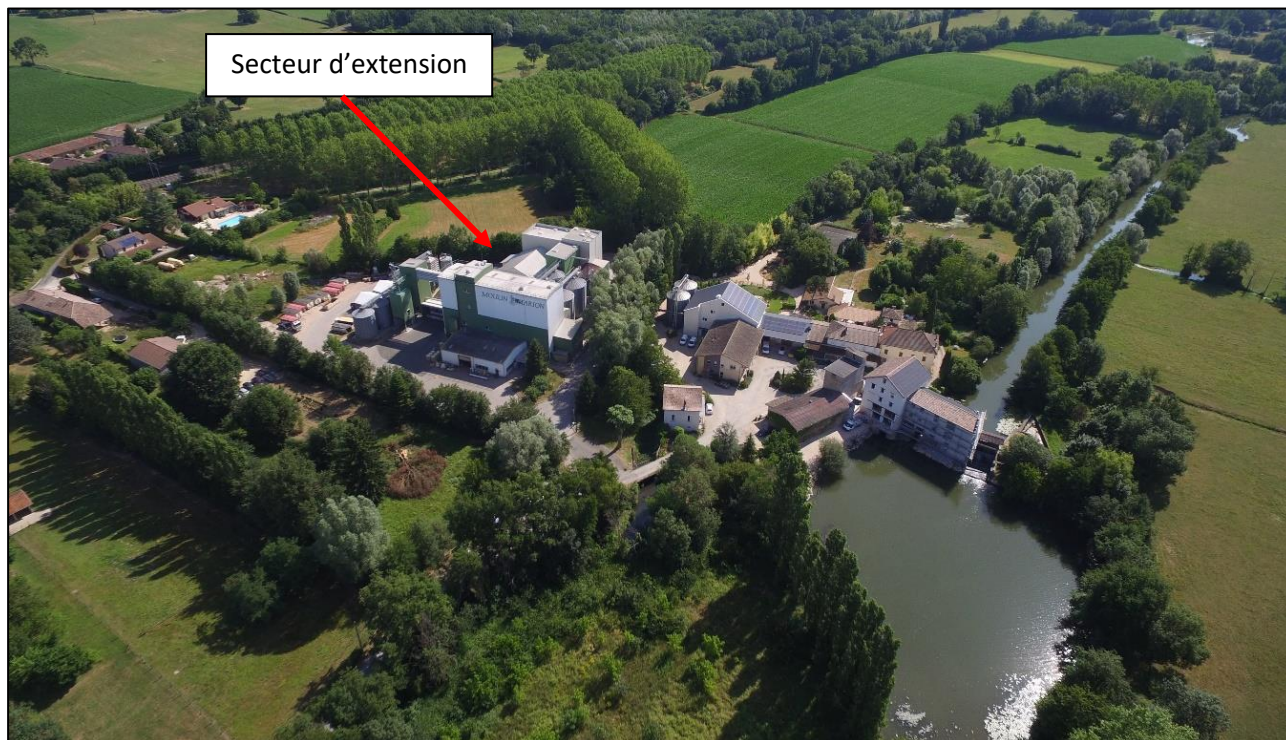
Evolution socio-économiques

- Un chiffre d'affaire en croissance forte : x 201% en 5 ans (10,1 M€ 2015 / 20,4 M€ 2019 / 23,2 M€ 2020)
- Une progression des emplois : 28 personnes en 2016 / 50 personnes en 2020, soit x 178%
- Des investissements forts :
 - Moulin sans gluten bio – 2018 : 1,9 M€
 - Silo stockage céréales bio (sur friche industrielle locale) – 2019 : 2,5 M€
 - Moulin Cylindre et semoules bio – 2020 : 1,2 M€
 - Projet 2021 (selon cette déclaration de projet) : bâtiment stockage et ensachage 0,5 à 1 M€

L'entreprise le Moulin Marion est donc une entreprise locale dynamique et implantée historiquement sur le territoire de la Veyle. Ses activités diversifiées et ayant trait à l'agriculture biologique sont très liées à la transition écologique du territoire. De plus, son développement est important, c'est pourquoi son extension s'avère aujourd'hui nécessaire.

LES OBJECTIFS ET L'ORGANISATION DU PROJET

Le projet d'extension du Moulin Marion s'inscrit en continuité directe des constructions existantes :



Vue du site d'implantation du Moulin Marion

Il vise la création de :

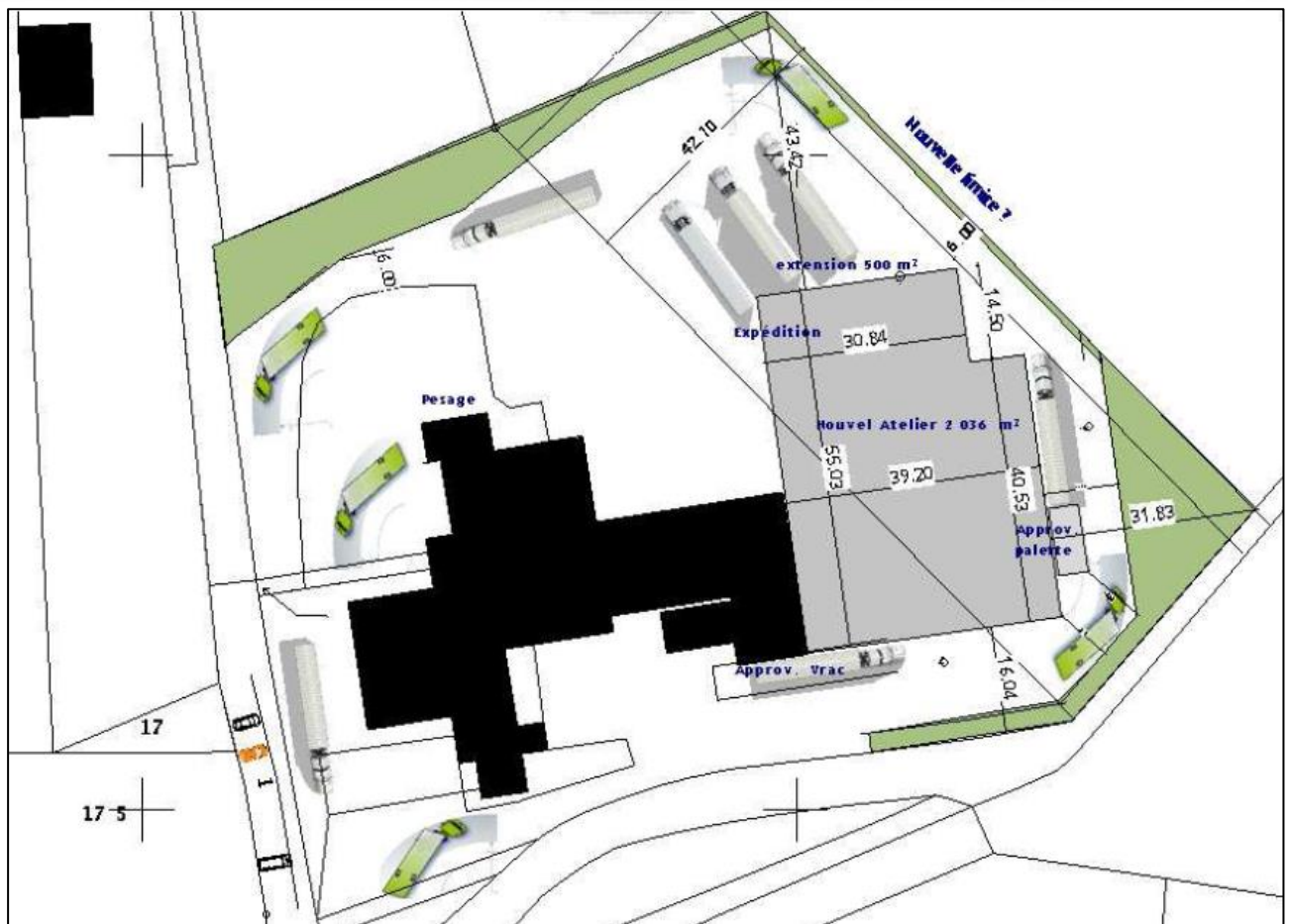
- Stockage de produits finis en température contrôlée, avec un système de racks automatisés
- Quai de chargement pour l'arrivage et l'expédition des produits, avec un accès de plein pied
- Ligne de conditionnement (ensachage)
- Vestiaires

En effet, l'entreprise est à ce jour en saturation totale sur son site. Elle se retrouve dans l'obligation de louer des places en entrepôts extérieurs avec des déplacements longue distance et des surcouts (cette organisation génère le déplacement de 2 à 5 semis par jour qui partent sur des dépôts déportés). Le nouveau bâtiment permettra donc de rationaliser les flux et de livrer directement les clients sans une étape logistique supplémentaire.

Le projet vise également à maîtriser l'organisation des circulations des poids-lourds, tout en conservant l'accès à la pesée actuelle. Le projet d'extension des installations existantes ne doit pas altérer le fonctionnement actuel du site, en particulier la fosse d'approvisionnement silos.

L'extension bâtie s'étend sur une emprise d'environ 2 000 m². Elle présente une hauteur utile intérieure de 10 m minimum. Son fonctionnement reposera sur les principes suivants :

- Process à l'avancée avec grande zone de stockage.
- Circulation poids lourds toujours possibles même si camion à quai.
- Limitation au maximum des poteaux dans le volume, maximum 2 halls parallèles.



Plan de composition du site actuel et de son extension (source : le Moulin Marion)

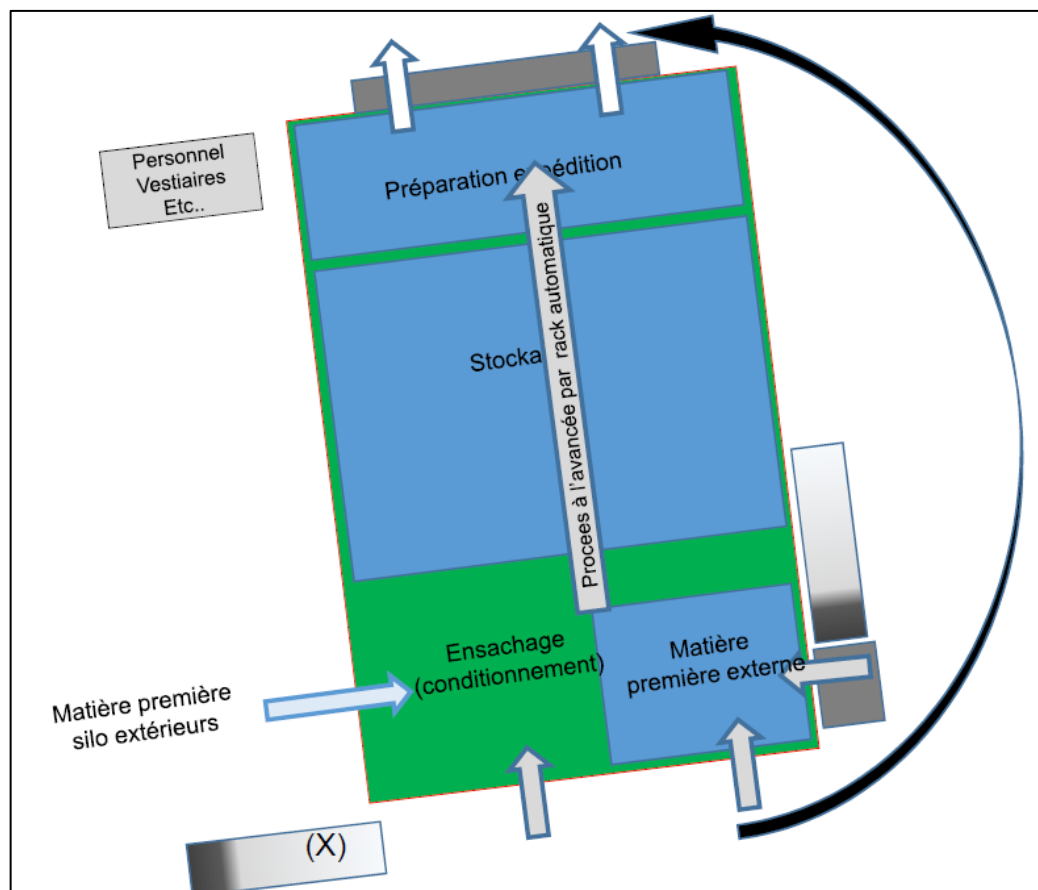
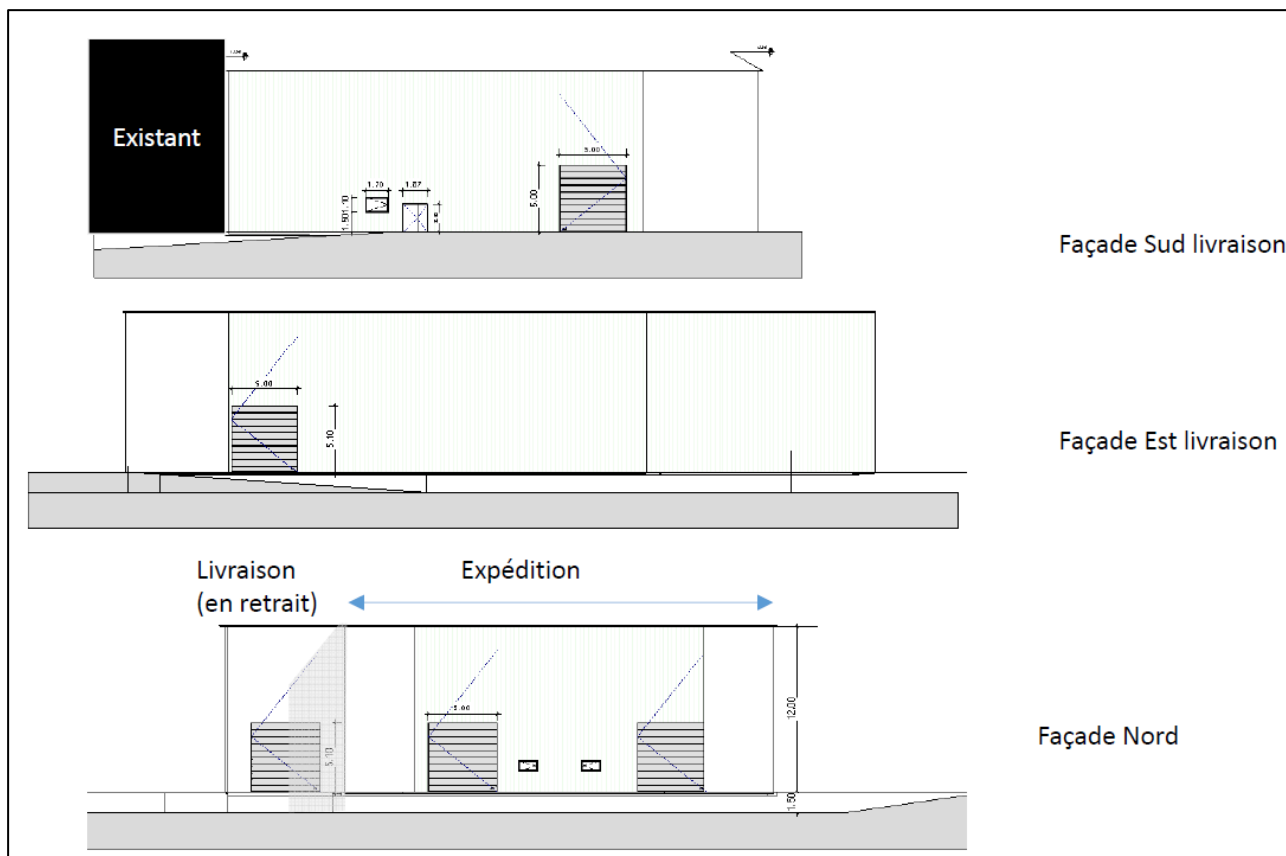


Schéma fonctionnel de l'extension bâti (source : le Moulin Marion)



Coupe des façades de l'extension (source : le Moulin Marion)



Image d'insertion de l'extension bâtie (source : le Moulin Marion)

Ce projet de développement permettra au Moulin Marion :

- Une optimisation des conditions de travail des employés en proposant plus d'espace pour les vestiaires, des outils d'ensachage et port des produits automatisé.

- Une rationalisation des coûts favorable à une compétitivité accrue et à un développement de marché.

Cette extension aura également des **impacts positifs sur le territoire communal et intercommunal** via :

- La pérennisation d'une activité **participant activement au développement de la filière agricole biologique et mettant en valeur le patrimoine identitaire local lié à l'eau.**
- **La réduction de l'impact environnemental de l'entreprise** et la **diminution des flux de circulation**, en faisant évoluer l'organisation actuelle de l'entreprise (stockage déporté, transport par camions pour acheminer et stocker puis reprendre les produits).
- **Une réduction des nuisances sonores et visuelles vis-à-vis du tissu résidentiel**, en localisant l'extension à l'arrière des constructions existantes, plutôt qu'en entrée de site. A noter que les activités existantes sur le site génèrent peu de nuisances sonores, les process étant gérés à l'intérieur du bâti en matière d'ensachage, de stockage et de préparation des commandes. Seule la circulation des véhicules engendre du bruit, et ce de manière limitée vis-à-vis du bourg, puisque les rotations de poids-lourds sont de l'ordre de 3 par jour.
- La mise en œuvre d'un équipement et d'une construction avec des **entreprises locales.**
- Le maintien des emplois existants et la **création d'emplois** (2 à 4 personnes à court et moyen termes).

L'ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET

LES INCIDENCES SOCIO-ECONOMIQUES

Ce projet ne va pas engendrer d'incidences en termes d'évolution de population et d'habitat. Le projet correspond au développement de l'activité économique et n'a pas vocation à créer de logements.

Il s'agit du maintien et de l'amélioration d'une activité de meunerie participant à la dynamique économique du territoire communal et intercommunal. Ce projet permet en effet de préserver les emplois sur la commune et d'alimenter le tissu économique local, notamment à travers les circuits courts.

L'évolution du Moulin Marion répond à un besoin allant au-delà de la commune de Saint-Jean-sur-Veyle :

- Un maintien des emplois

Il est essentiel pour la commune de Saint-Jean-sur-Veyle de préserver ce pôle d'emplois. Le tissu économique local, très orienté sur l'agriculture, a connu une forte diminution et une importante perte d'emplois au fil du temps (6 405 emplois dénombrés en 2007 sur le territoire intercommunal, 5 740 en 2017 ; 201 emplois dénombrés en 2007 sur le territoire communal, 188 en 2017). Il est donc stratégique de maintenir une activité représentant un nombre d'emplois directs et indirects important.

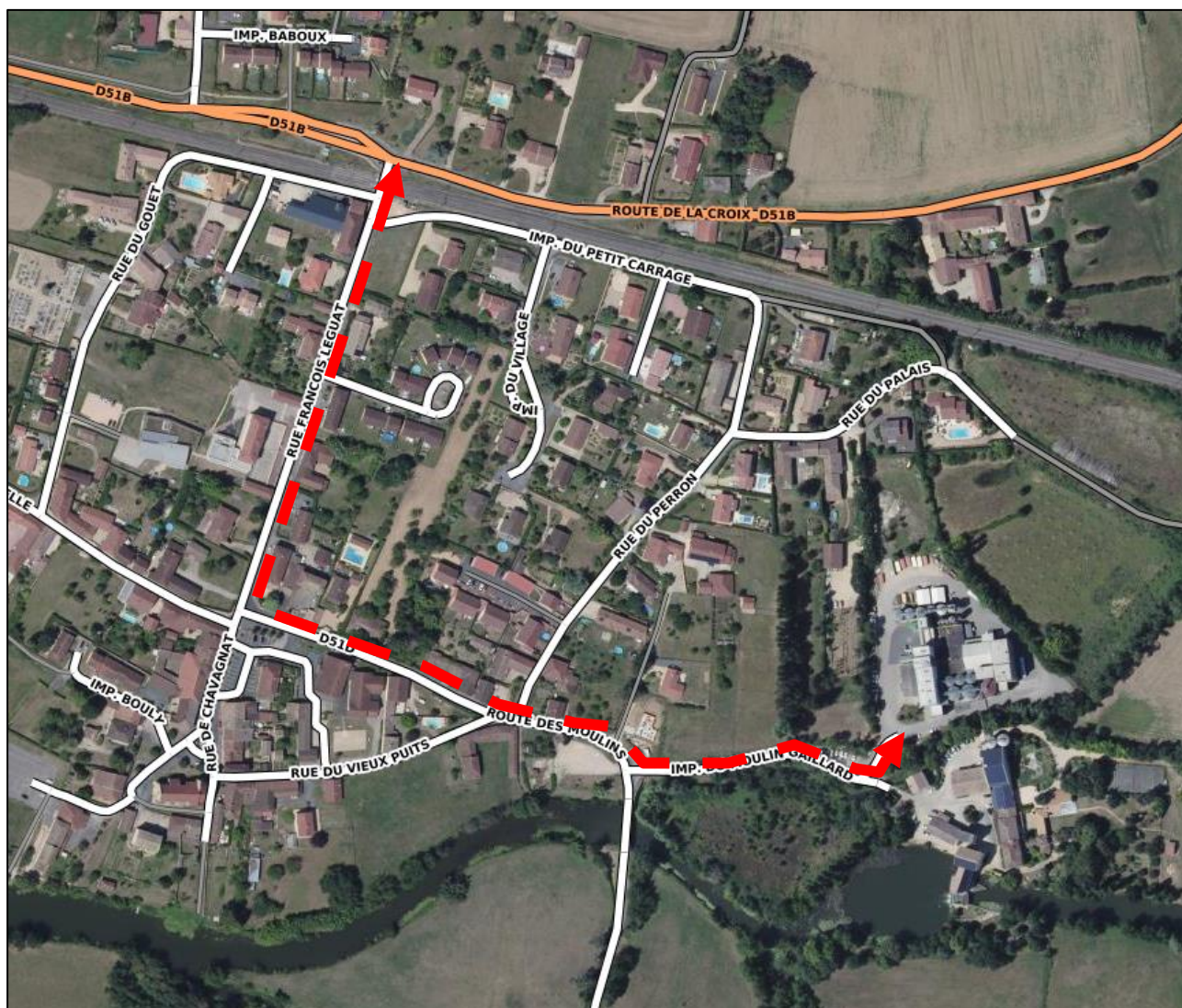
- Un impact économique sur le tissu économique local

La présence du moulin sur la commune génère également de l'activité économique et des ressources pour le tissu économique local. La localisation existante qui est maintenue dans ce projet de développement, bénéficie au tissu économique local.

En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, encourage un équilibre entre population et emplois, en favorisant le maintien et le développement de l'emploi local, sur un territoire à dominante résidentielle.

LES INCIDENCES SUR LES DEPLACEMENTS

L'accès au site du projet se fait via l'accès existant de l'entreprise le Moulin Marion, à savoir depuis l'impasse du Moulin Gaillard connectée à la RD51d (appelée également route des Moulins). Cette route départementale assure la desserte du bourg depuis la RD51b. Le trafic moyen journalier est d'environ 650 véhicules (dans les 2 sens ; en 2012), en amont de l'accès à l'impasse du Moulin Gaillard.



L'organisation des circulations existantes ne sera pas modifiée. En revanche, le trafic de véhicules lourds sera appelé à diminuer. En effet le regroupement des espaces de stockages sur un seul site aux abords immédiats du site de production, concourra à une limitation forte des flux de véhicules lourds.

La création de 2 à 4 emplois n'aura qu'un impact limité sur les flux de véhicules légers. Les espaces de stationnement du personnel sont suffisamment dimensionnés pour accueillir les véhicules des nouveaux employés.

La continuité piétonne existante en direction du bourg, le long de la RD51d, sera préservée.

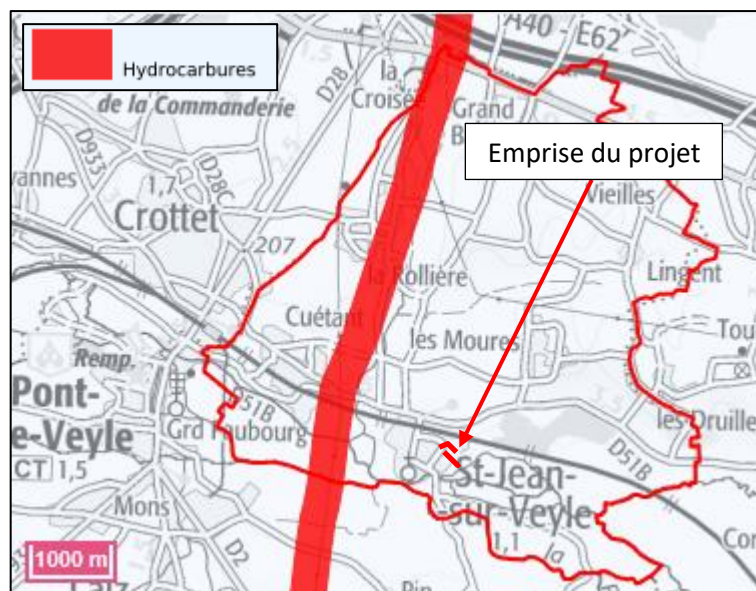
En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, ne remet pas en cause le fonctionnement viaire locale et vient favoriser une réduction du trafic de véhicules lourds sur le territoire.

LES INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES

La commune de Saint-Jean-sur-Veyle est concernée par plusieurs risques et nuisances :

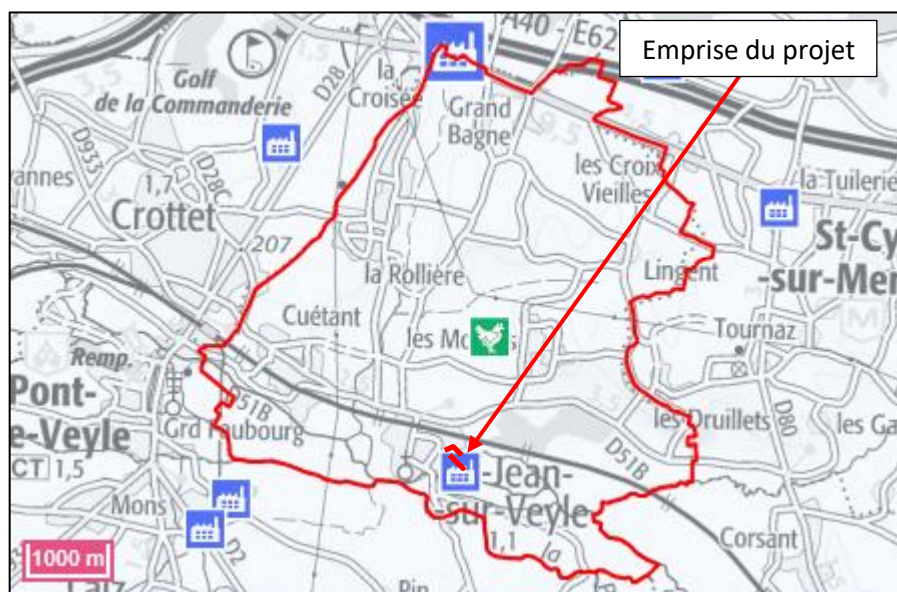
Risques industriels et technologiques

- Le transport de marchandises dangereuses : une canalisation de matières dangereuses qui achemine des hydrocarbures, traversent la commune du Nord au Sud. Elle ne concerne pas la partie Est du bourg où est localisé le projet d'extension du Moulin Marion.



Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

- Le Moulin Marion ne fait pas l'objet d'un classement SEVESO mais est inscrit en Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) selon le régime de l'autorisation.

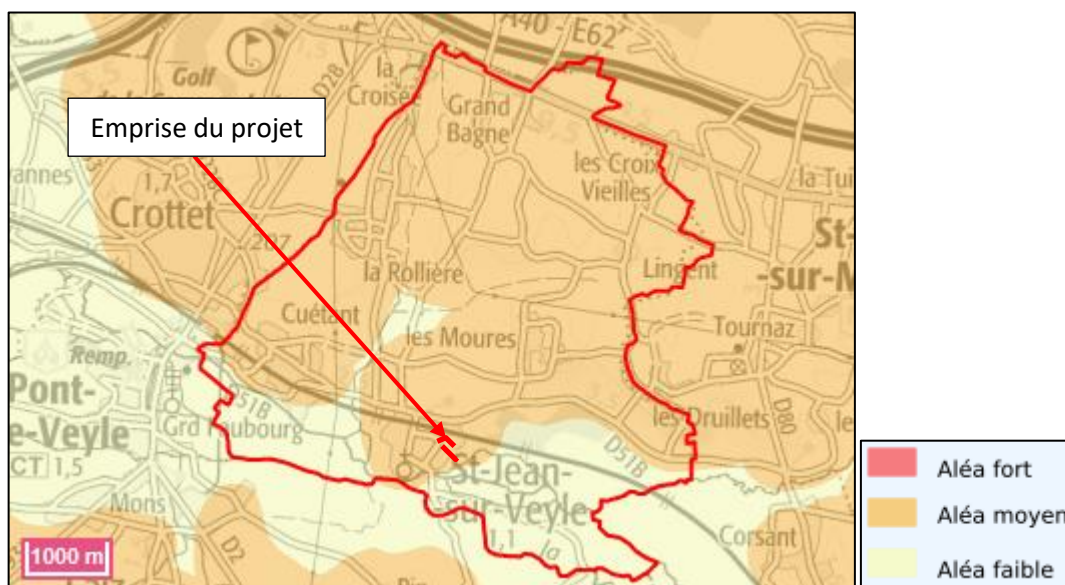


Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

- 1 autres ICPE est présent sur la commune (secteur le Molard) : un élevage de volailles. Elle est implantée à l'écart du site du projet.

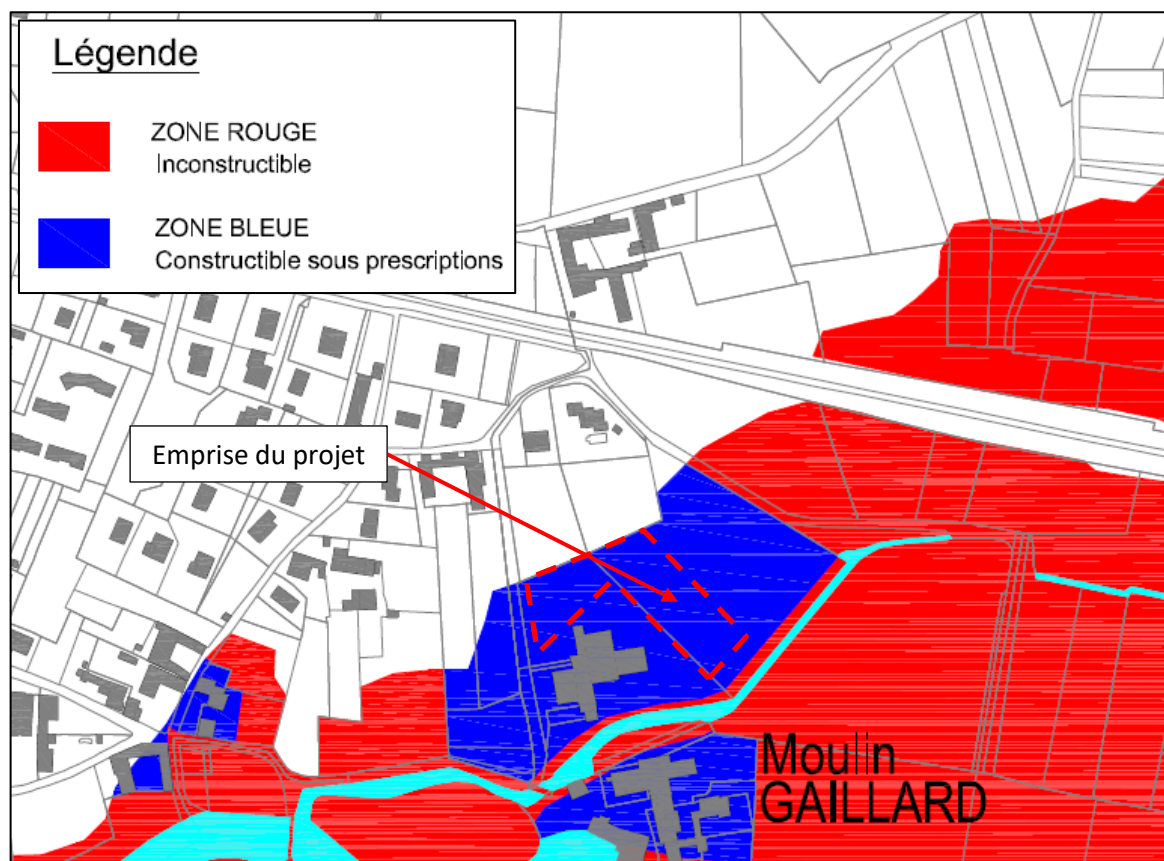
Risques naturels

- Le risque retrait-gonflement d'argiles présente un aléa moyen sur la majeure partie du territoire communal, à l'exception de la partie Sud où l'aléa est faible. Le projet d'extension du Moulin Marion est inscrit en zone d'aléa moyen.



Source : <https://www.georisques.gouv.fr>

- La commune est concernée par un risque inondation ayant donné lieu à un plan de prévention du risque inondation approuvé le 22 Juillet 2011 : PPR « inondations de la Veyle et de ses affluents ». Seule l'extrémité Sud du territoire communal est concernée par des zones de risques. Le projet d'extension du Moulin Marion est inscrit en zone bleue.



Extrait du Plan de Zonage – PPRi de la Veyle

- Les risques sismiques sont de niveau faible sur la commune : niveau 2 sur 5 dans la nouvelle classification européenne mise en place en 2011. Des règles de construction parasismique sont applicables pour les nouveaux projets, notamment pour ceux recevant du public.
- Le potentiel radon sur la commune est faible (arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français). Ce risque n'affecte pas le projet.
- Des arrêtés de catastrophe naturelle ont été pris en 1985 et 1983 pour des inondations, coulées de boue et mouvement de terrain ; et en 2019 pour des mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

Inondations et coulées de boue : 2				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
01PREF19850016	07/05/1985	16/05/1985	15/07/1985	27/07/1985
01PREF20170276	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1				
Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le Journal Officiel du
01PREF20190052	01/07/2018	30/09/2018	18/06/2019	17/07/2019

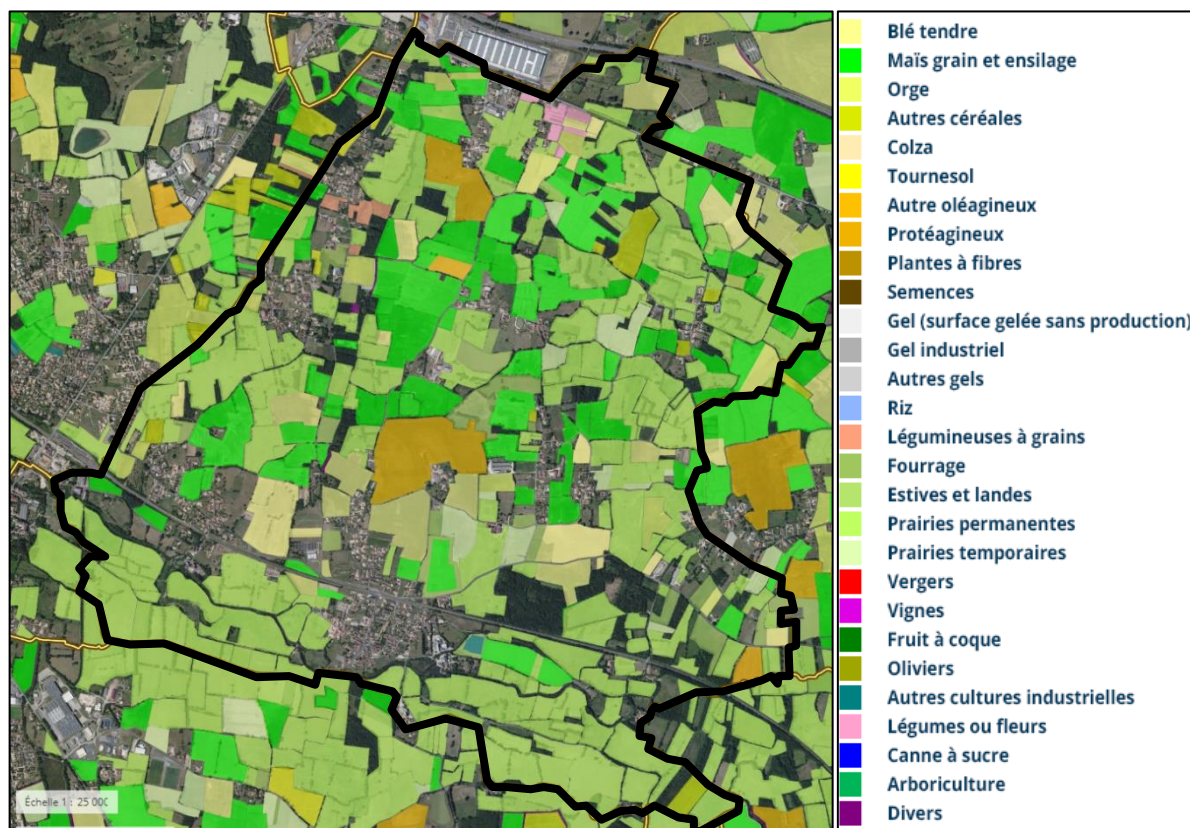
Source : <https://www.georisques.gouv.fr/>

En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, n'augmente pas l'exposition aux risques existants sur la commune. Toutefois une vigilance devra être apportée lors de la conception technique du projet afin de respecter pleinement les dispositions de la zone bleue du PPRI.

Par ailleurs, l'extension de l'entreprise classée en ICPE, localisée à l'arrière des constructions existantes, plutôt qu'en entrée de site, concourt à réduire les nuisances sonores et visuelles vis-à-vis du tissu résidentiel du bourg.

LES INCIDENCES SUR L'ACTIVITE AGRICOLE

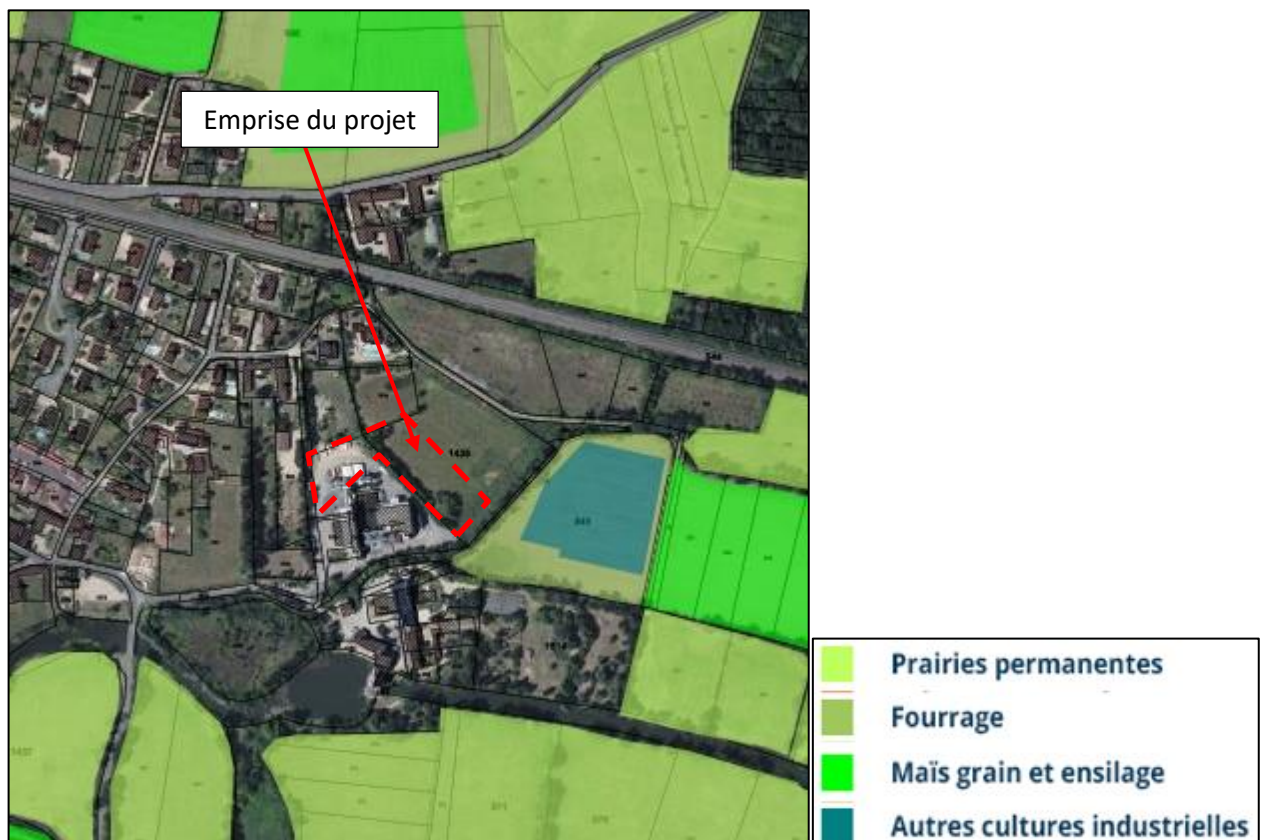
L'activité agricole sur la commune est particulièrement importante puisqu'elle concerne une très grande majorité du territoire communal. L'activité principale est l'élevage. Le foncier agricole comporte une part importante de pâture, mais également des cultures de soja et de maïs.



L'Institut National de l'Origine et de la Qualité indique que la commune de Saint-Jean-sur-Veyle est notamment inscrite au sein des aires d'Indication Géographique Protégée et des aires d'Appellations d'Origine Contrôlée suivantes :

- Beurre de Bresse ;
- Chapon de Bresse ;
- Coteaux de l'Ain blanc, rosé, rouge ;
- Crème de Bresse ;
- Dinde de Bresse ;
- Emmental Français Est-Central ;
- Poularde de Bresse ;
- Volailles de l'Ain...

Le site du projet s'inscrit dans un environnement urbain, où l'activité agricole est peu présente. L'ensemble du site concerné se trouve à proximité de l'enveloppe urbaine marqué par la présence d'un tissu urbain dense. Il n'est pas concerné par le voisinage d'une exploitation.

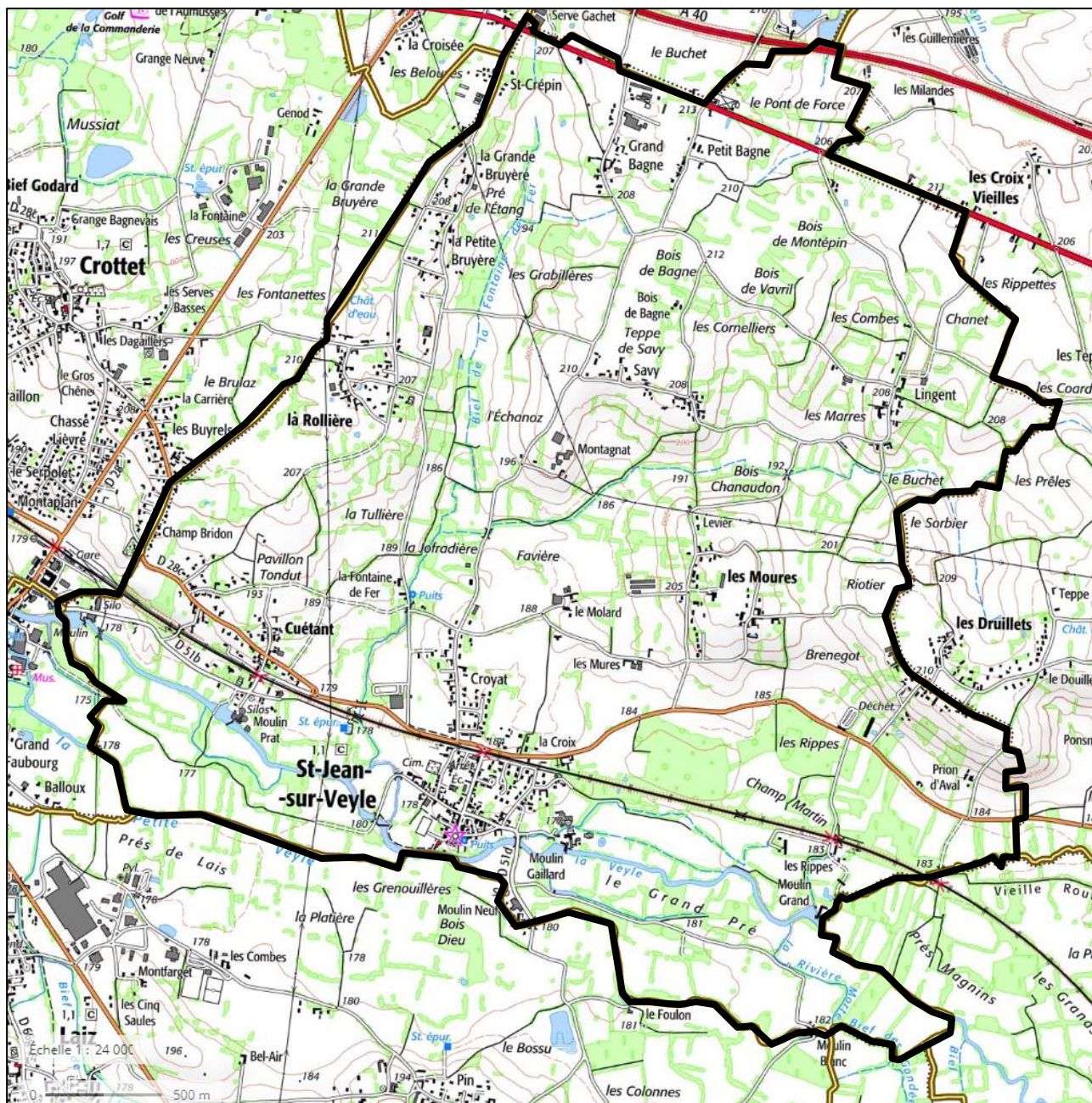


En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, aura un impact favorable sur l'agriculture. D'une part en favorisant un projet économe en foncier, implanté sur un espace ne présentant pas de vocation agricole. Et d'autre part en concourant au développement de la filière agricole biologique locale, de par l'activité du Moulin Marion.

LES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

L'hydrographie

La commune est traversée d'Est en Ouest par la rivière la Veyle, soumettant une partie du territoire aux risques d'inondation.



Source : Géoportail

Les zones humides

Le site du projet est concerné à la marge par l'inventaire des zones humides réalisé par le Département de l'Ain (prairies humides de la Veyle et du Menthon). Bien qu'inscrites dans le périmètre du projet, les emprises concernées seront en grande partie préservées de toute urbanisation. Elles viendront border les espaces dédiés aux flux internes de véhicules. Elles conserveront leur caractère de prairies humides et seront inscrites en continuité des autres zones humides recensés par le Département de l'Ain sur le secteur.



Source : <https://carto.datara.gouv.fr>

La trame verte et bleue (TVB)

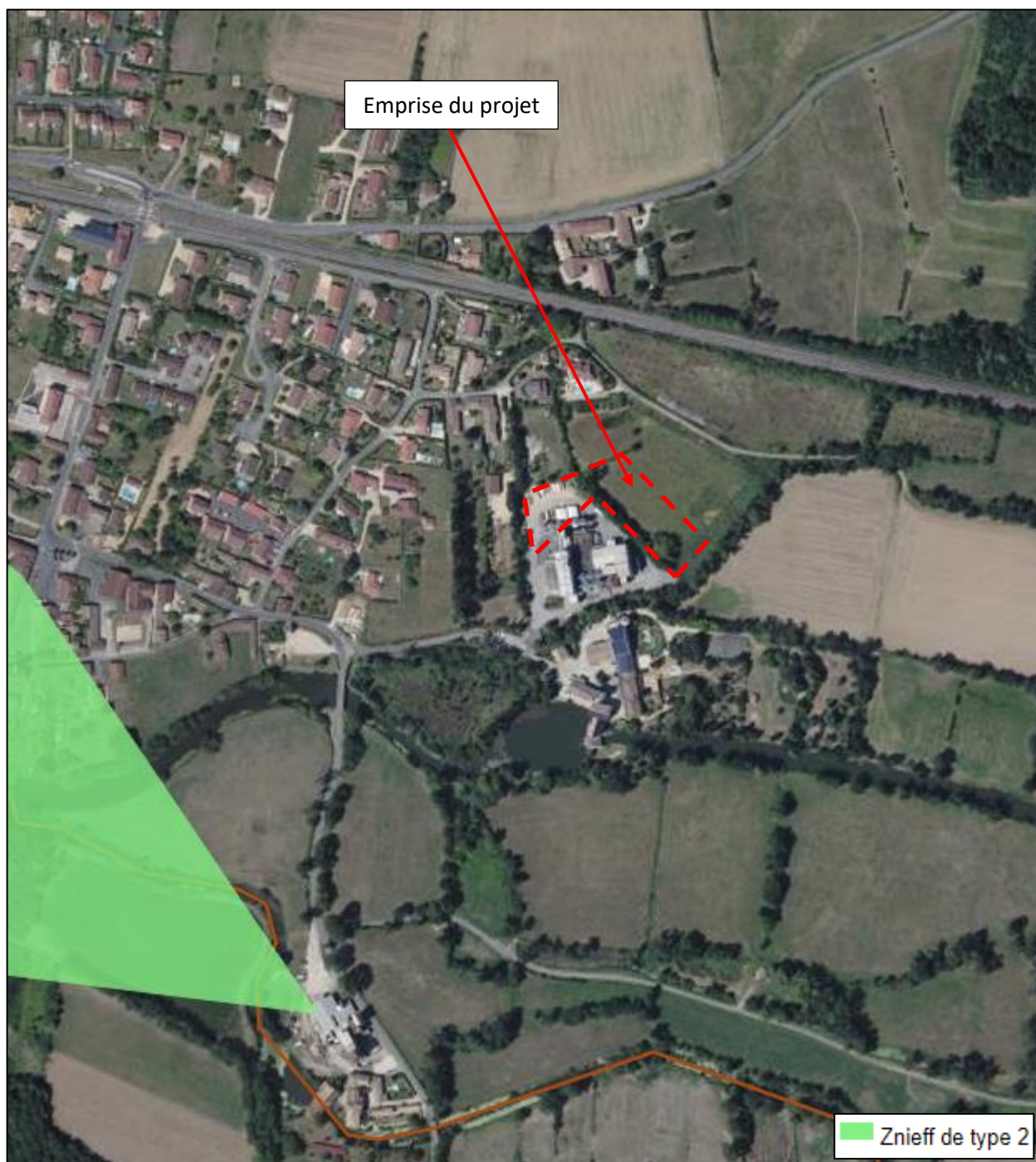
Les zonages environnementaux :

La commune de Saint-Jean-sur-Veyle est concernée par plusieurs zonages environnementaux. Le secteur concerné par l'extension du Moulin Marion n'est pas inscrit dans l'emprise d'un espace naturel protégé. Il est toutefois inscrit à proximité d'un secteur visé par un arrêté préfectoral de protection de biotope. Il s'agit de la zone FR3800838 - Bocage et prairies humides de la basse vallée de la Veyle inscrite sur les communes de Saint-Jean-sur-Veyle, Perrex, Pont-de-Veyle, Laiz et Biziat.



Source : <https://carto.datara.gouv.fr>

Les autres espaces naturels protégés les plus proches du secteur concerné par l'extension du Moulin Marion sont distants de plus de 400 m. Il s'agit de la ZNIEFF de type 2 « Val de Saône Méridional » (17 134,93 ha).



Source : <https://carto.datara.gouv.fr>

La ZNIEFF de type 1 la plus proche est distante de plus d'1 km à l'Ouest, il s'agit de la ZNIEFF de type 1 « Prairies inondables de la Veyle » (9,09 ha).

Le site du projet n'est pas inscrit au sein d'une zone Natura 2000. La zone Natura 2000 la plus proche concerne à la fois une zone de protection spéciale et une zone spéciale de conservation. Il s'agit de la zone « Prairies humides et forêts alluviales du Val de Saône », distante de plus de 5 km à l'Ouest du site.

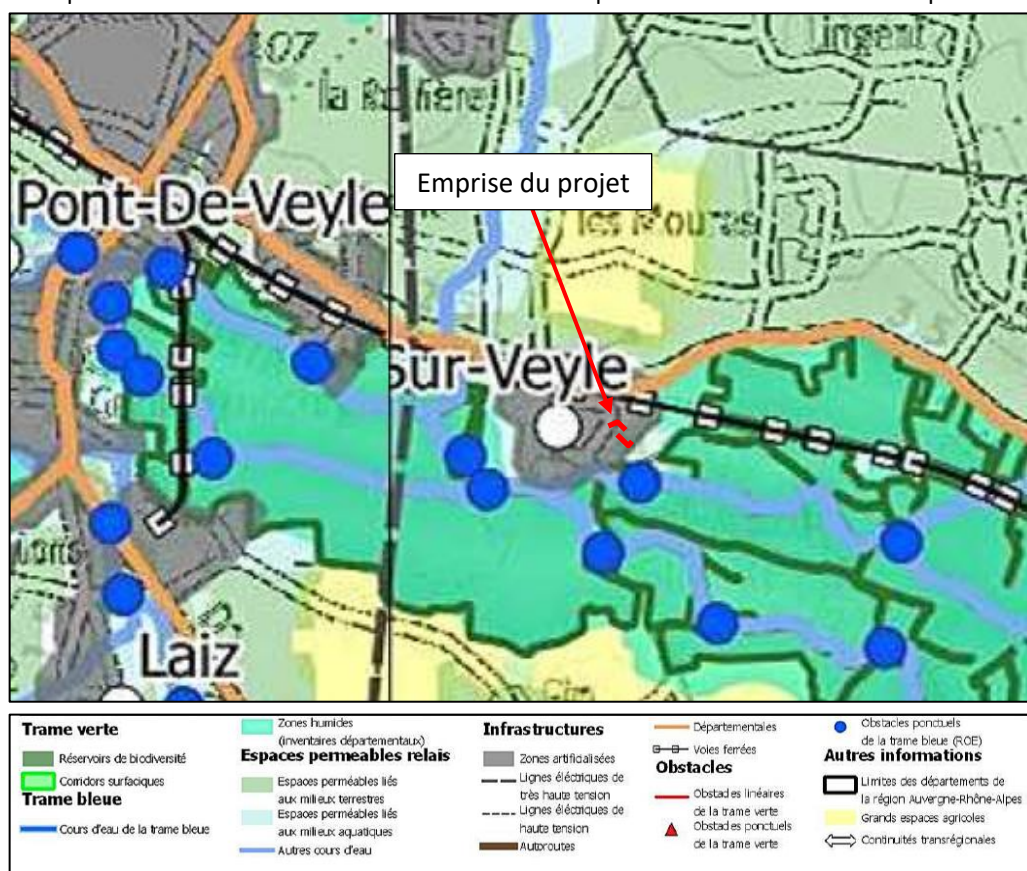
Le SRADDET :

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des territoires (SRADDET) a été approuvé par le Conseil Régional en Décembre 2019 et est opposable aux documents de planification depuis son approbation par le Préfet de Région par arrêté du 10 Avril 2020. Ce document fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale.

Le SRADDET a notamment pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux. Les règles suivantes s'appliquent sur la commune de Saint-Jean-sur-Veyle, en matière de biodiversité :

- Préserver les continuités écologiques en évitant leur urbanisation
- Préserver les réservoirs de biodiversité
- Préserver la trame bleue
- Préserver les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité
- Préserver la biodiversité ordinaire

Le secteur défini pour l'extension du Moulin Marion est concerné par une identification en tant que zone artificialisée.



Source : SRADDET - Atlas cartographique : annexe biodiversité

Le Schéma de Cohérence Territoriale Bresse-Val de Saône

En matière d'enjeu environnemental sur Saint-Jean-sur-Veyle, le SCoT identifie les mêmes éléments concernant la protection des trames vertes et bleues que le SRADDET.

En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, permet la réalisation d'un projet inscrit sur un secteur considéré en zone artificialisée, à l'écart des secteurs identifiés par un zonage environnemental de type Natura 2000, ZNIEFF de type I ou II. Le projet apparaît proche de secteurs bénéficiant d'un arrêté préfectoral de protection de biotope et identifiés à l'inventaire des zones humides du Département de l'Ain, en liens avec la vallée de la Veyle. Toutefois, il est important de noter que le projet s'inscrit dans le prolongement des activités existantes, en retrait d'un des affluents de la Veyle et de sa ripisylve.

LES INCIDENCES SUR LA GESTION DE L'EAU

Le SDAGE Rhône Méditerranée Corse

Les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont réalisés à l'échelle des six grands bassins hydrographiques français. Ils sont ensuite retranscrits à des échelles locales à travers les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Les 9 grandes orientations fondamentales retenues par le SDAGE Rhône Méditerranée Corse 2016-2021 sont :

- S'adapter aux effets du changement climatique
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
- Lutter contre les pollutions en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le contrat de milieux Saône, corridor alluvial et territoires associés

Le territoire de ce contrat couvre une superficie de 5 080 km², dont 1 042 km² pour les communes riveraines de la Saône et 4 038 km² pour les communes des bassins versants des petits affluents, soit 589 communes au total.

Ce territoire intercepte 5 régions administratives (Lorraine, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Bourgogne, Rhône-Alpes) et 8 départements (Vosges, Haute-Marne, Haute-Saône, Jura, Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Ain et Rhône). La commune de Saint-Jean-sur-Veyle fait partie de ce contrat.

Le réseau hydrographique comprend la Saône dans son intégralité (soit 482 km de sa source à Vioménil dans les Vosges à sa confluence avec le Rhône à Lyon), ainsi que 48 petits affluents et leurs chevelus (soit 1 047 km linéaires).

Les enjeux du contrat se déclinent comme suivant :

- Reconquérir la qualité des eaux et préserver les ressources stratégiques
- Réhabiliter les milieux naturels et préserver la biodiversité
- Prendre en compte le risque inondation dans l'aménagement du territoire et réduire l'impact des crues
- Renforcer l'identité et accompagner le développement du Val de Saône
- Améliorer la connaissance de la Saône et des affluents orphelins
- Organiser la gestion du territoire

Depuis la fin du Contrat de Vallée Inondable de la Saône, qui avait permis d'engager plus de 500 opérations pour 78 millions d'euros entre 2004 et 2009, l'EPTB Saône et Doubs travaille avec ses partenaires à l'élaboration d'un nouveau contrat, sur le Val de Saône élargi à ses petits affluents dépourvus de procédure de gestion. La structure porteuse de l'élaboration et de la mise en œuvre du contrat est l'EPTB Saône et Doubs.

Ce contrat de milieux, d'une durée de 3 ans, est en cours d'exécution depuis juin 2016.

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Aucun SAGE n'est programmé sur le secteur.

Les captages

Il n'existe pas de périmètre de protection de captage à proximité. Le site de captage le plus proche est le champ captant de la Vuidée à Replonges à un peu plus de 6 km au Nord-Ouest.

La desserte par les réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

Le site du Moulin Marion bénéficie d'une desserte en réseaux humides en capacité de desservir le site actuel et son développement. Les nouvelles constructions et installations n'accueillant pas un process lié à l'eau (ensachage, stockage et expédition).

En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, n'impacte pas la ressource en eau. Le projet inscrit en dehors de la zone rouge du PPRI intègre dans son organisation le risque inondation.

LES INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION FONCIERE

Le projet d'extension projeté initialement par l'entreprise portait sur un secteur inscrit au Nord des installations existantes, sur la parcelle C1433 (cf plan ci-dessous). Toutefois, au regard de la gestion de la défense incendie du fait de la proximité d'habitations, il a été décidé de relocaliser le projet à l'Est, secteur à l'écart du tissu résidentiel.



Projet d'extension initial

Malgré cette évolution de projet, l'ambition de limiter les emprises foncières consommées, demeure primordiale.

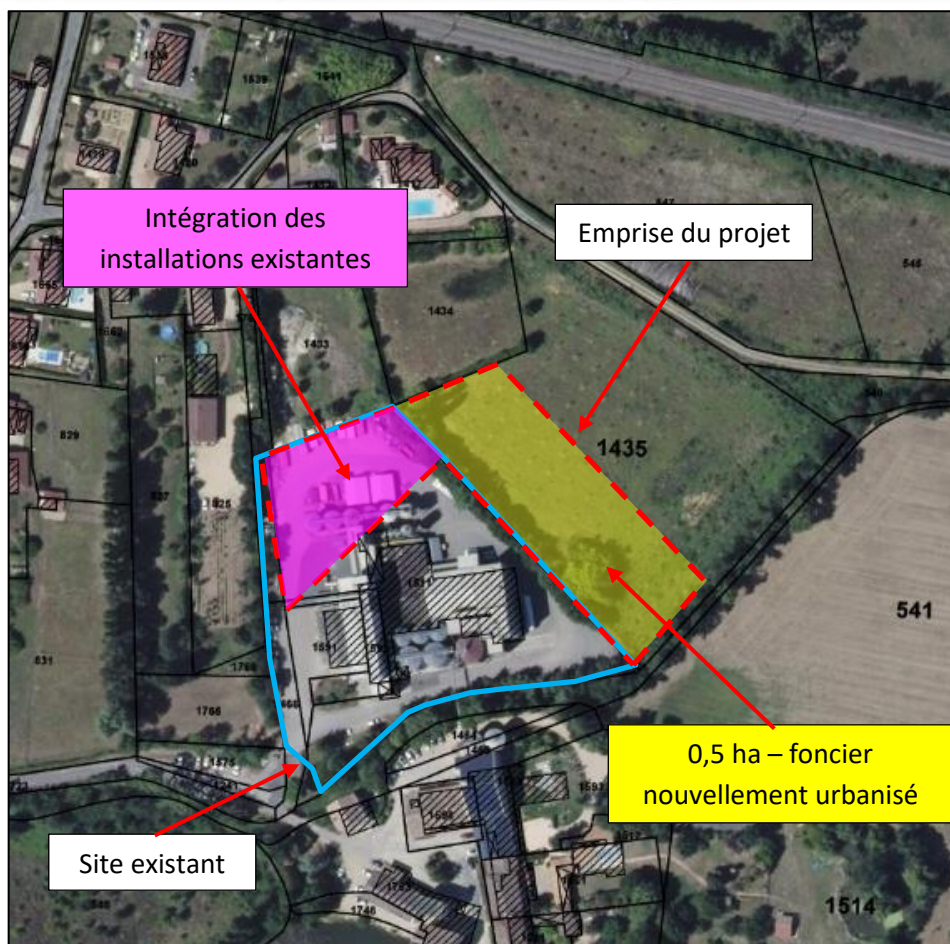
L'ensemble du site actuel et du site du projet s'inscrit sur une emprise foncière totale d'environ 1,36 ha.

Le foncier nouvellement urbanisé ne représente que **0,5 ha** (partie Ouest de la parcelle n°1435). Cette emprise a été définie au près des besoins du développement du Moulin Marion, en optimisant les flux de circulations des véhicules lourds et leur stationnement ; en composant une enveloppe bâtie contigüe aux constructions existantes. Les futures constructions présenteront une forme la plus compacte possible et s'entendront sur uniquement 2 000 m².

Par ailleurs, il est important de noter qu'au sein de cette emprise de 0,5 ha, des espaces verts non imperméabilisés sont préservés en périphérie. Ceci de manière à préserver la trame végétale existante et à la développer, que ce soit pour des intérêts d'insertion paysagère du projet, ou bien pour des intérêts environnementaux, en particulier la préservation des abords d'un affluent de la Veyre.

D'autre part, l'emprise foncière reclassée en zone Nxa en partie Nord des parcelles 1858 et 1859, vise à intégrer les installations existantes qui n'apparaissent pas sur la cadastre, et ne concourent donc pas à consommer du foncier.

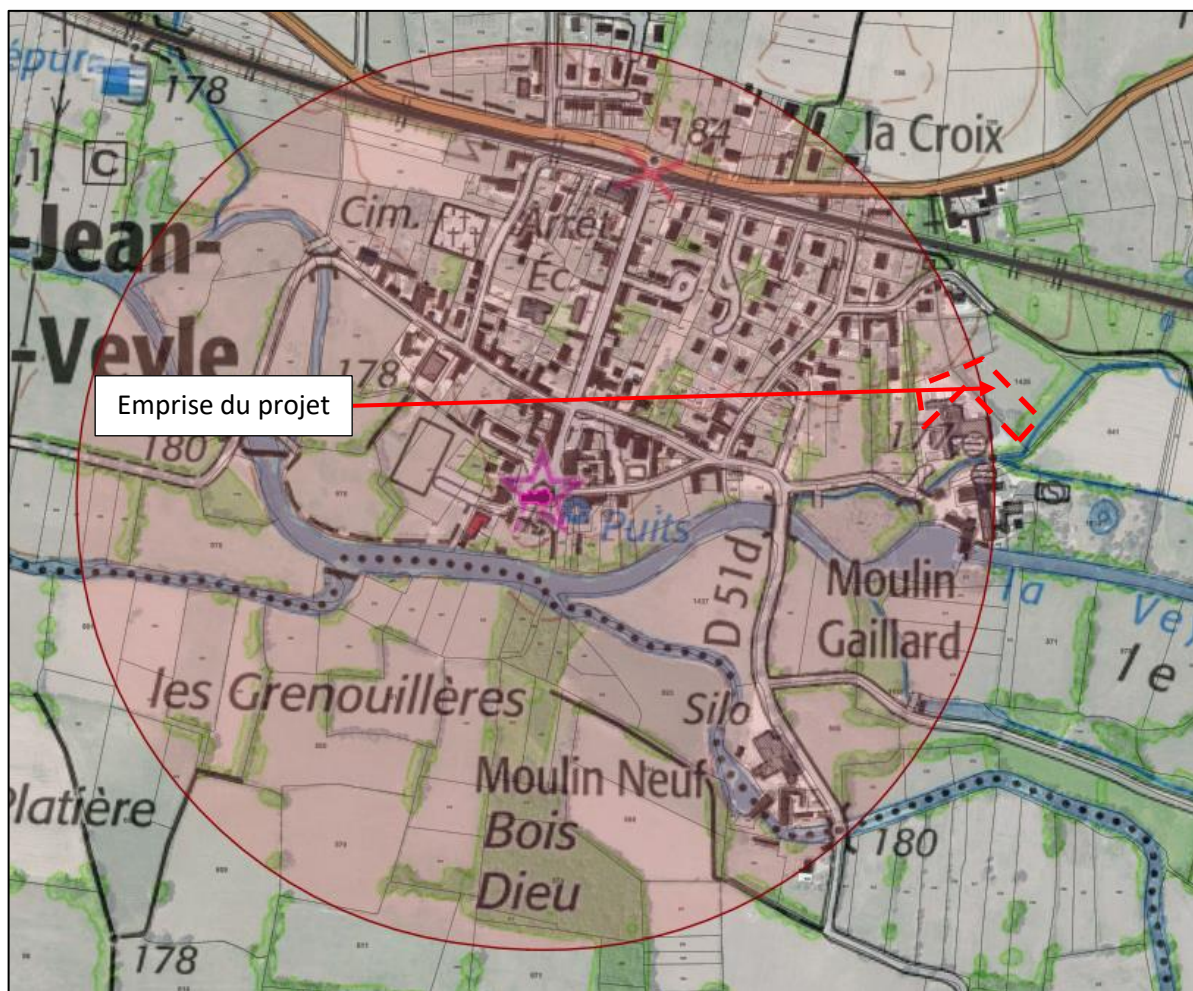
Enfin le projet d'extension d'un site existant permet d'éviter le développement de l'urbanisation sur un nouveau site pour permettre la construction du bâti nécessaire à l'évolution de l'activité du Moulin Marion.



En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, s'inscrit dans une logique de limiter la consommation foncière en permettant la réalisation d'un projet sur un site en grande partie urbanisée et en étant le plus compact possible.

LES INCIDENCES SUR LES MONUMENTS HISTORIQUES

L'Eglise Saint-Jean-Baptiste est un monument inscrit au titre des Monuments Historiques depuis 1965. Le périmètre de protection d'un rayon de 500 m défini autour de ce monument, couvre partiellement l'emprise du projet. Toutefois le nouveau bâtiment sera implanté à l'arrière des constructions existantes, ainsi il n'y aura pas de covisibilité directe entre le projet et l'Eglise Saint-Jean-Baptiste.



Source : <http://atlas.patrimoines.culture.fr>

En conclusion, le projet porté dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle, n'impacte pas la protection de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste inscrite au titre des Monuments Historiques.

LA NECESSAIRE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE

LE DOCUMENT D'URBANISME APPLICABLE

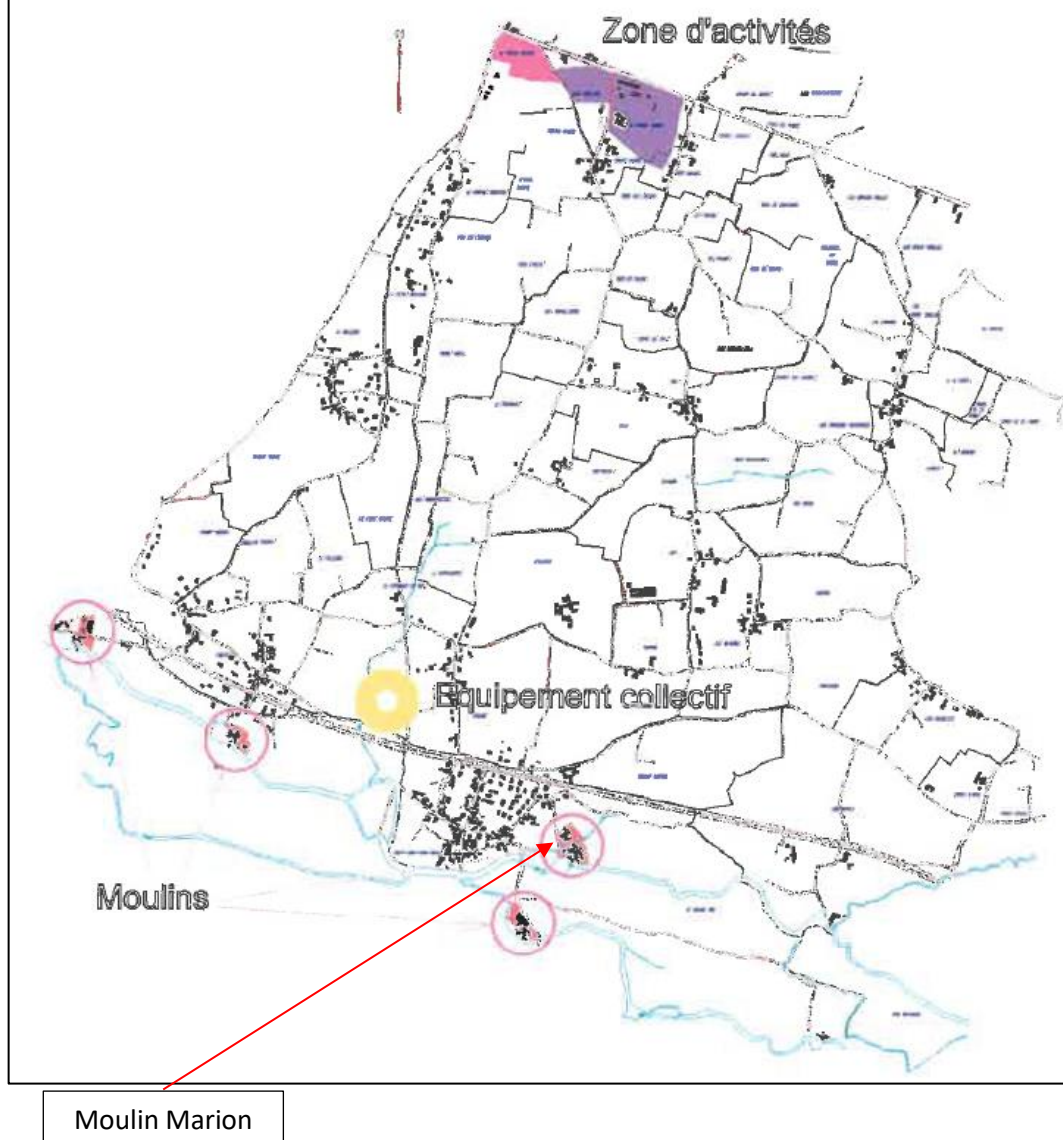
Les orientations du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU est organisé en 3 axes, fixant un cap pour le développement de la commune. Chaque axe présente un ensemble d'orientations :

Respect du principe d'équilibre - Equilibre entre développement urbain et développement rural	Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité de l'habitat (Prévoir les possibilités de développement des activités industrielles déjà implantées et conforter les zones existantes)	Principe du respect de l'environnement et des paysages
Arrêt du développement dans les hameaux	Maintien des services de base existant au bourg et modernisation des services à la population (services scolaires notamment)	Protection des milieux naturels protégés les plus caractéristiques (bords de la Veyle)
Réussir le développement du bourg au Nord de la voie ferrée	Prévoir les possibilités de développement des activités industrielles déjà implantées et conforter les zones existantes	Protection des zones soumises à des risques naturels (inondations)
Urbanisation des espaces interstitiels dans le bourg si assainissement possible	Diversification des nouvelles zones d'habitat	Protection des abords de la RN 79 (amendement Dupont)
Préservation des meilleurs terrains agricoles	Accueillir un équipement collectif de la communauté de communes	Protection et mise en valeur des entrées du village. Eviter l'urbanisation linéaire entre le bourg et Cuétant
	Développer l'implantation d'activités industrielles et logistiques en priorité le long de la RD 1079	Accompagner le passage éventuel de la voie ferrée à grande vitesse
		Accompagner la déviation éventuelle de Pont de Veyle

Le projet apparaît compatible avec les orientations qui sont affichées. En effet, l'axe 2 du PADD mentionne comme objectif : « Prévoir les possibilités de développement des activités industrielles déjà implantées et conforter les zones existantes » ; et la cartographie de l'axe 2 (principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité de l'habitat) identifie le secteur du Moulin Marion.

I-2 Principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité de l'habitat

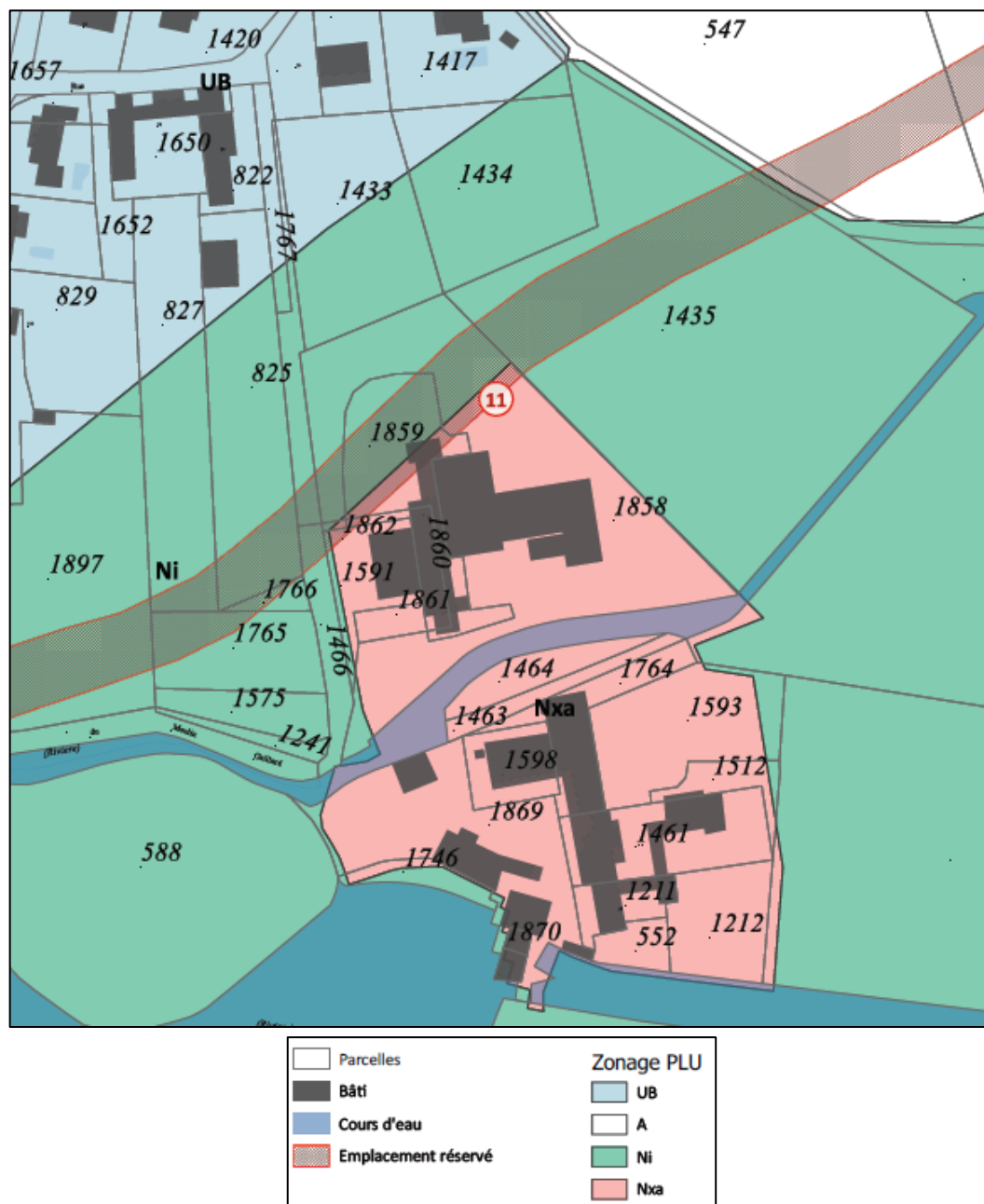


Le zonage du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle

Le zonage du PLU de Saint-Jean-sur-Veyle a classé le secteur concerné par le projet en zone Ni (zones inondables de la Veyle. En vert sur la carte ci-dessous). Le Moulin Marion est actuellement classé en zone Nxa, zone concernant les moulins de la Veyle. Il s'agit d'un STECAL (secteur de taille et de capacité d'accueil limitées).

Le règlement de la zone Ni ne permet pas les constructions et installations liées à l'activité de moulin.

Le zonage actuel ne permet donc pas la réalisation du projet.




LES EVOLUTIONS A APPORTER

Pour mener à bien le projet d'intérêt général d'extension du Moulin Marion, il est ainsi nécessaire de mettre en compatibilité le PLU de Saint-Jean-sur-Veyle. Dans ce cadre, il convient de faire évoluer certaines pièces du PLU :

- Le zonage, afin de reclasser la zone Ni actuelle sur le site, en zone Nxa, permettant la réalisation de l'opération
- La création d'une orientation d'aménagement sur le site actuel et le site projet afin d'encadrer l'opération

ANNEXES

ANNEXE N°1 : ARRETE DU PRESIDENT PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU EN DATE DU 24 SEPTEMBRE 2020

	<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> Accusé de réception en préfecture 001-200070555-20200924-20200928-02DP-AR Date de télétransmission : 28/09/2020 Date de dépôt en préfecture : 28/09/2020 </div> <h3 style="margin: 0;">ARRETE ENGAGEANT LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE</h3> <p style="color: blue; font-family: cursive; margin-top: 10px;">20200928-02 DP</p>
<p>Le Président,</p> <p>Vu le Code général des collectivités territoriales,</p> <p>Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-54,</p> <p>Vu l'arrêté préfectoral portant fusion des communautés de communes des BORDS DE VEYLE et du canton de PONT-DE-VEYLE du 8 décembre 2016, et listant la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » dans les compétences obligatoires de la nouvelle communauté de communes de la VEYLE,</p> <p>Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 portant modification des compétences de la Communauté de communes de la VEYLE,</p> <p>Vu le plan local d'urbanisme de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE, approuvé le 03 mars 2005 par le Conseil municipal de cette commune et ayant fait l'objet des évolutions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Modification n°1 le 04 avril 2008 - Modification simplifiée n°1 le 14 janvier 2010 - Modification n°2 et révision simplifiée n°1 le 03 juin 2010 - Modification simplifiée n°2 le 13 janvier 2011 - Mise à jour le 22 mai 2012 - Mise en compatibilité le 23 juillet 2015 - Mise à jour le 11 septembre 2017 - Modification n°3 le 24 septembre 2018 - Mise en compatibilité le 22 octobre 2019 <p>Considérant que l'entreprise le Moulin Marion, implantée à SAINT-JEAN-SUR-VEYLE, a besoin de procéder à une extension sur la parcelle C1433, en raison d'un manque de stockage sur site,</p> <p>Considérant que la parcelle C1433 est classée en zone Ni et UB, ce qui ne permet pas une urbanisation du site à vocation d'activité des moulins,</p> <p>Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage ne peut être réalisé selon les règles du PLU en vigueur sur la parcelle C1433,</p> <p>Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage de l'entreprise le Moulin Marion revêt un caractère d'intérêt général qui est motivé par les enjeux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enjeux économiques : maintien d'activités économiques pourvoyeuses d'emplois sur la commune et participant à la dynamique de circuits courts en lien avec le Plan Climat Air Energie et le Projet Alimentaire Territorial porté par la Communauté de communes, - Enjeux fonciers : implantation du projet sur un site utilisé aujourd'hui par l'entreprise et non valorisable par l'agriculture, favorable à la préservation du foncier agricole, <p style="font-size: small; margin-top: 20px;"><i>Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.</i></p>	

- Enjeux environnementaux : ambition de concourir à la réduction des gaz à effet de serre en limitant les flux logistiques entre les différents sites de stockage de l'entreprise.

Accusé de réception en préfecture
001-200070555-20200924-20200928-02DP-
Date de télétransmission : 28/09/2020
Date de réception préfecture : 28/09/2020

Considérant que le projet d'extension de l'entreprise le Moulin Marion nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE.

Considérant que la procédure de déclaration de projet est menée à l'initiative du Président de la Communauté de communes de la VEYLE,

ARRETE

- Article 1^{er} :** En application des dispositions l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE est prescrite ;
- Article 2 :** La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU vise à permettre la mise en œuvre d'un projet revêtant un caractère d'intérêt général : extension de l'entreprise le Moulin Marion au nord de son site actuel sur la parcelle C1433, via la construction d'un espace de stockage ;
- Article 3 :** Le dossier fera l'objet d'un examen conjoint de Monsieur le Préfet, de la Communauté de communes de la VEYLE, ainsi que des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, avant la mise à l'enquête publique ;
- Article 4 :** La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du code de l'urbanisme ;
- Article 6 :** A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le Président en présentera le bilan au Conseil communautaire qui en délibérera et adoptera le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public ;
- Article 7 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153- 20 à R.153-22 du Code de l'urbanisme. Il fera l'objet d'un affichage en mairie de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE et au siège de la Communauté de communes de la VEYLE durant un mois. La mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Fait à PONT-DE-VEYLE, le **24 SEP. 2020**

Certifié exécutoire

Affiché le :

Transmis en Préfecture le :

28 SEP. 2020

28 SEP. 2020

Le Président



Christophe GREFFET



Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

ANNEXE N°2 : ARRETE MODIFICATIF DU PRESIDENT PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU EN DATE DU 21 JANVIER 2021



**ARRETE MODIFIANT L'ARRETE N°20200928-02DP
ENGAGEANT LA PROCEDURE DE DECLARATION
DE PROJET EMPORTANT MISE EN
COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE SAINT-JEAN-SUR-VEYLE**

20210121 - 04DP

Le Président,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment l'article L.153-54,

Vu l'arrêté préfectoral portant fusion des communautés de communes des BORDS DE VEYLE et du canton de PONT-DE-VEYLE du 8 décembre 2016, et listant la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » dans les compétences obligatoires de la nouvelle communauté de communes de la VEYLE,

Vu l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 portant modification des compétences de la Communauté de communes de la VEYLE,

Vu le plan local d'urbanisme de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE, approuvé le 03 mars 2005 par le Conseil municipal de cette commune et ayant fait l'objet des évolutions suivantes :

- Modification n°1 le 04 avril 2008
- Modification simplifiée n°1 le 14 janvier 2010
- Modification n°2 et révision simplifiée n°1 le 03 juin 2010
- Modification simplifiée n°2 le 13 janvier 2011
- Mise à jour le 22 mai 2012
- Mise en compatibilité le 23 juillet 2015
- Mise à jour le 11 septembre 2017
- Modification n°3 le 24 septembre 2018
- Mise en compatibilité le 22 octobre 2019

Vu l'arrêté n°20200928-02DP en date du 24 septembre 2020 engageant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE,

Considérant qu'en raisons de contraintes techniques, l'entreprise le Moulin Marion ne peut réaliser son projet de construction sur la parcelle C1433,

Considérant qu'il convient de modifier le numéro de la parcelle concernée par le projet et que la parcelle C1435 a été ciblée,

Considérant que la parcelle C1435 est classée en zone Ni, ce qui ne permet pas une urbanisation du site à vocation d'activité des moulins,

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative est compétente pour statuer sur le recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Accusé de réception en préfecture
N°20210121-04DP
Date de réception en préfecture : 21/01/2021

Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage ne peut être réalisé selon les règles du PLU en vigueur sur la parcelle C1435,

Considérant que le projet d'extension à vocation de stockage de l'entreprise le Moulin Marion revêt un caractère d'intérêt général qui est motivé par les enjeux suivants :

- Enjeux économiques : maintien d'activités économiques pourvoyeuses d'emplois sur la commune et participant à la dynamique de circuits courts en lien avec le Plan Climat Air Energie et le Projet Alimentaire Territorial porté par la Communauté de communes,
- Enjeux fonciers : implantation du projet au plus près du site existant afin de respecter les enjeux liés à la préservation du foncier,
- Enjeux environnementaux : ambition de concourir à la réduction des gaz à effet de serre en limitant les flux logistiques entre les différents sites de stockage de l'entreprise,

Considérant que le projet d'extension de l'entreprise le Moulin Marion nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE.

Considérant que la procédure de déclaration de projet est menée à l'initiative du Président de la Communauté de communes de la VEYLE,

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative est compétente pour statuer sur le recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Accusé de réception en préfecture
N° 2021-05570-1
Date de réception préfecture : 21/07/2021

ARRETE

- Article 1^r :** En application des dispositions l'article L.153-54 du Code de l'urbanisme, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE est prescrite ;
- Article 2 :** La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU vise à permettre la mise en œuvre d'un projet revêtant un caractère d'intérêt général : extension de l'entreprise le Moulin Marion à l'Est de son site actuel sur la parcelle C1435, via la construction d'un espace de stockage ;
- Article 3 :** Le dossier fera l'objet d'un examen conjoint de Monsieur le Préfet, de la Communauté de communes de la VEYLE, ainsi que des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme, avant la mise à l'enquête publique ;
- Article 4 :** La déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU fera l'objet d'une enquête publique conformément aux dispositions de l'article L.153-55 du code de l'urbanisme ;
- Article 6 :** A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le Président en présentera le bilan au Conseil communautaire qui en délibérera et adoptera le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public ;
- Article 7 :** Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153- 20 à R.153-22 du Code de l'urbanisme. Il fera l'objet d'un affichage en mairie de SAINT-JEAN-SUR-VEYLE et au siège de la Communauté de communes de la VEYLE durant un mois. La mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Fait à PONT-DE-VEYLE, le **21 JAN. 2021**

Certifié exécutoire

Affiché le :

Transmis en Préfecture le :

21.01.21

21.01.21

Le Président



Christophe GREFFET

Voies et délais de recours : En application de l'article R421-1 du Code de justice administrative, la juridiction administrative est compétente pour connaître des recours formés contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Accusé de réception en préfecture
N° 2101/2021
Date de réception : 21/01/2021